

Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
28 février 2013
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire

Examen des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports

des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes
des Nations Unies, des organisations intergouvernementales
et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet des flux
financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports au moyen de l'annexe financière type et de la fiche de suivi des projets et programmes.

La première section du présent rapport expose la portée et le champ d'application de l'analyse ainsi que les difficultés et limites rencontrées. La deuxième section, dans laquelle figurent des statistiques financières donne un aperçu d'un certain nombre d'aspects parmi les plus caractéristiques du financement de la Convention dans une perspective mondiale qui se dégage du présent cycle de présentation des rapports. Comme c'est la deuxième fois que les entités soumettent un rapport en se basant sur les annexes financières, le présent document comporte également une analyse des tendances chaque fois que possible. Les troisième et quatrième sections comprennent des conclusions et des recommandations à soumettre à l'examen des Parties à la onzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention.

Des considérations concernant le processus de présentation des rapports, y compris les améliorations qui pourraient être apportées à l'ensemble des indicateurs de résultats et des méthodes associées sont exposées dans le document ICCD/CRIC(11)/15, qui enrichit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Liste des abréviations.....		3
I. Introduction.....	1–13	4
A. Objectifs.....	1–4	4
B. Portée.....	5–7	4
C. Limites.....	8–13	5
II. Ressources financières pour la mise en œuvre de la Convention.....	14–58	6
A. Analyse des entrées.....	14–31	6
B. Analyse des sorties.....	32–51	9
C. Constatations supplémentaires.....	52–58	12
III. Conclusions.....	59	14
IV. Recommandations.....	60	15
Annexe		
Tables and figures accompanying the preliminary analysis of financial flows in the implementation of the Convention.....		17

Liste des abréviations

AFT	Annexe financière type
APD	Aide publique au développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
Comité	Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la Convention
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FSPF	Fiche de suivi des programmes et projets
PIB	Produit intérieur brut
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre

I. Introduction

A. Objectifs

1. Le présent rapport a pour objectif général de décrire et d'analyser les flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention, à partir des informations fournies par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports par le biais de l'annexe financière type (AFT) et de la fiche de suivi des projets et programmes (FSPP) pour l'exercice biennal 2010-2011. L'analyse a été réalisée par le Mécanisme mondial conformément à la décision 13/COP.9.

2. Les données, statistiques et analyses financières qui figurent dans le présent document prennent leur origine dans les données fournies par les pays parties touchés et les pays développés parties, le Mécanisme mondial et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) par le biais du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS). Seuls les rapports soumis jusqu'au 30 octobre 2012, date limite officielle pour la soumission en ligne de rapports, ont été pris en compte dans l'analyse.

3. Le présent document a intrinsèquement pour objectif de faire mieux comprendre l'état et les tendances des flux financiers destinés aux activités en rapport avec la Convention, de même que leur évolution par rapport au cycle précédent de présentation des rapports (qui correspond à l'exercice biennal 2008-2009), ainsi que de donner des informations sur les conclusions les plus pertinentes et de proposer des recommandations pour l'avenir.

4. Des conclusions générales sont présentées à la fin du document, ainsi que des recommandations au sujet des mesures qui pourraient être mises en place pour améliorer les flux financiers destinés aux activités en rapport avec la Convention, aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité). En utilisant un cadre axé sur les résultats, le Comité souhaitera peut-être formuler, à l'intention des Parties, des institutions et des organes subsidiaires relevant de la Convention ainsi que des organisations concernées, des orientations concrètes en vue du suivi des recommandations ciblées dont la Conférence des Parties sera saisie pour examen.

B. Portée

5. Le présent document s'appuie sur les informations fournies par 85 entités pendant la période considérée, c'est-à-dire 71 rapports soumis par les pays parties touchés, 9 rapports par des pays développés parties, 1 rapport par le FEM, 1 rapport par le Mécanisme mondial et 3 rapports sur des programmes d'action sous-régionaux.

6. D'autres rapports ont été soumis après la nouvelle date limite accordée, ce qui a accru le nombre total de rapports qui avaient été établis. Toutefois, conformément à la décision prise par le Bureau de la Conférence des Parties, seuls les rapports reçus avant la nouvelle date limite du 30 octobre 2012 ont été soumis au Mécanisme mondial pour analyse et synthèse des données (voir annexe, fig. 1). L'Afrique s'est caractérisée par la couverture la plus élevée, avec 52,8 % des pays; venaient ensuite l'Europe centrale et orientale (43,8 %), l'Asie (39,6 %), la Méditerranée septentrionale (36,4 %) et l'Amérique latine et les Caraïbes (33,3 %). La couverture totale était de 41,6 % parmi les pays parties touchés, et 20 % des pays développés parties ont mené à terme le cycle de présentation de rapports.

7. L'analyse qui suit des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention et de leur évolution a été réalisée conformément au cadre analytique présenté dans le document ICCD/CRIC(9)/8.

C. Limites

8. L'analyse des données financières était un processus complexe en raison des nombreux niveaux d'analyse nécessaires pour produire et intégrer des chiffres correspondant aux niveaux sous-régional, régional et mondial.

9. Comme le montre l'annexe, 27 % environ des rapports reçus ne contenaient pas de données saisies dans l'AFT et 18 % pas de données saisies dans la FSPP (voir annexe, fig. 2 et 3). L'absence de données financières a été l'une des principales difficultés rencontrées pour réaliser l'analyse, dont l'objet était d'informer sur les tendances en matière de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre de la Convention et dont la portée se limitait déjà aux rapports reçus avant la nouvelle date limite officielle. De surcroît, un certain nombre d'annexes financières se sont révélées incomplètes ou ont fait apparaître un manque de cohérence dans l'emploi de plusieurs champs obligatoires, ce qui a entraîné des difficultés supplémentaires pour l'analyse.

10. Des lacunes et contradictions significatives ont été constatées dans les champs «Recipient country(ies) or (sub)region(s)» (Pays ou (sous-)région(s)), et dans «Beneficiary country(ies) or (sub)region(s)» (Pays ou (sous-)région(s) bénéficiaire(s)) (dans l'AFS et la FSPP, respectivement), car diverses entités ont associé des valeurs financières uniques à plusieurs pays appartenant à une seule ou à plusieurs régions et sous-régions. De ce fait, certains engagements et investissements n'ont pu être pris en compte aux niveaux régional et sous-régional car il n'a pas été possible de les affecter à un pays ou une région déterminé, bien qu'ils aient été inclus dans le calcul des chiffres mondiaux.

11. Certains engagements et investissements ont été affectés d'un coefficient 0 au titre des marqueurs de Rio, ce qui signifie que les activités en cause «ne visaient pas la désertification». Ils étaient toutefois beaucoup moins nombreux que pendant le précédent exercice biennal, comme le montrent l'analyse ci-après et l'annexe du présent document, dans laquelle figurent les tableaux et chiffres utilisés. Différentes entités peuvent avoir adopté des critères différents pour la pondération en fonction des marqueurs de Rio, ainsi que des interprétations différentes des activités mises en œuvre, et c'est là un aspect auquel le Comité souhaitera peut-être prêter attention afin d'améliorer la présentation des rapports à l'avenir.

12. L'analyse des codes d'activité pertinents a elle aussi pâti de certaines limites car plusieurs entités ont indiqué des valeurs imbriquées qui pourraient entraîner des doubles comptages. Il faut donc considérer que cette analyse est d'une précision relative.

13. Enfin, il convient de relever que l'analyse des tendances a été influencée par plusieurs problèmes dus au fait que le nombre des Parties qui ont participé aux cycles de présentation des rapports a changé: la couverture totale était de 62,7 % pour les pays parties touchés et de 28,6 % pour les pays développés parties pendant l'exercice biennal 2008-2009. En outre, un modèle simplifié différent faisant suite aux observations et indications des pays parties¹ a été utilisé pour le présent cycle. Les tendances observées entre les deux exercices biennaux doivent donc être considérées comme de simples indications.

¹ Voir document ICCD/CRIC(10)/11.

II. Ressources financières pour la mise en œuvre de la Convention

A. Analyse des entrées²

1. Engagements au niveau mondial

14. Le montant des engagements au niveau mondial indiqué pour l'exercice biennal 2010-2011 s'établissait à 134,6 milliards de dollars des États-Unis. (voir annexe, tableau 1). Il s'agit là d'un montant en valeur nominale qui se trouve ramené à 119,4 milliards après pondération en fonction des coefficients attribués aux marqueurs de Rio. Ce montant englobe toutes les sources qui ont présenté des AFS, à savoir les pays parties touchés, les pays développés parties, le FEM et les programmes d'action sous-régionaux. Pour l'exercice biennal précédent, le montant en valeur nominale des engagements était légèrement inférieur à 50 milliards de dollars des États-Unis, et ramené à 33,6 milliards après pondération en fonction des coefficients attribués aux marqueurs de Rio. Les engagements privilégiant des activités en rapport avec la Convention semblent donc avoir beaucoup augmenté (172 %) par rapport au cycle précédent; cette augmentation est encore plus forte si l'on considère les valeurs pondérées (256 %).

15. L'observation des données concernant le volume des engagements aux niveaux régional et sous-régional a fait apparaître un certain nombre de constatations supplémentaires intéressantes. La plus grande partie des engagements (104 milliards de dollars É.-U.) s'est portée sur des activités en Asie: la région compte pour 78,6 % dans la totalité des engagements pris par les pays parties touchés (83,7 % après pondération), et pour 77,3 % des engagements au niveau mondial (83 % après pondération) (voir annexe, tableau 3). Ces résultats tiennent principalement aux chiffres élevés indiqués par un seul pays d'Asie de l'Est.

16. Pour ce qui est du volume des engagements exprimés en valeur nominale, l'Asie était suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (17,1 milliards de dollars É.-U.), l'Afrique (9,3 milliards de dollars), la Méditerranée septentrionale (1,9 milliard de dollars), et l'Europe centrale et orientale (15,8 millions de dollars) (voir annexe, tableaux 2 à 6). Si l'on considère les montants pondérés, cet ordre demeure inchangé, mais l'écart entre l'Amérique latine et les Caraïbes, d'une part, l'Afrique, d'autre part, s'est nettement réduit, ce qui signifie que l'Afrique a affecté à ses activités des coefficients plus élevés au titre des marqueurs de Rio.

17. Les activités qui visaient la désertification «comme objectif principal et en appui à un programme d'action» (marqueur de Rio 3) comptent pour 78,2 % dans le montant des engagements financiers au niveau mondial (voir annexe, fig. 4). La part des activités faisant de la lutte contre la désertification un objectif principal sans appui à un programme d'action (marqueur de Rio 2) représentait 10,2 % du montant total en valeur nominale; un chiffre analogue (11 %) est indiqué pour les activités faisant de la lutte contre la désertification un «objectif significatif» (marqueur de Rio 1). Les activités qui étaient mentionnées dans les rapports mais n'étaient pas axées sur la désertification (marqueur de Rio 0) étaient minimales et comptaient pour moins de 0,2 % dans le total.

² Dans le cadre utilisé pour la présente analyse, le terme «entrées» désigne par définition les ressources mobilisées pour la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux et allouées par les diverses sources de financement à l'appui des institutions, programmes, projets et autres initiatives pertinentes. Voir le document ICCD/CRIC(9)/8.

18. Il est intéressant de relever les remarquables différences par rapport au cycle précédent: en 2008-2009, le coefficient le plus ciblé était celui du marqueur de Rio 2 (47 % du total), suivi par ceux du marqueur de Rio 3 (33 % du total) et du marqueur de Rio 1 (13 % du total). Les activités qui n'étaient pas axées sur la désertification comptaient pour 7 % du total, ce qui donne à penser que les engagements financiers en 2010-2011 ont de plus en plus la lutte contre la désertification comme objectif principal et visent à soutenir explicitement la mise en œuvre des programmes d'action prévus dans le cadre de la Convention, ce qui représente un progrès très encourageant.

19. Il est également intéressant de relever que les pays parties touchés ont fait état d'une majorité encore plus grande d'engagements (près de 80 %) affectés d'un coefficient 3 au titre du marqueur de Rio 3, alors que les marqueurs de Rio 2 et 1 attiraient 9,2 et 10,3 % des engagements, respectivement (voir annexe, fig. 5). Il est confirmé que les activités qui ne sont pas axées sur la désertification (marqueur de Rio 0) n'ont guère d'impact sur le chiffre global.

20. Le marqueur de Rio 3 était le plus utilisé en Afrique et en Asie (81 et 88 % du total régional, respectivement) (voir annexe, fig. 6 et 7) et le marqueur de Rio 1 le plus utilisé en Amérique latine et dans les Caraïbes (62,6 % du total régional) ainsi que par les pays développés parties (66,1 % du total pour ce groupe) (voir annexe, fig. 8 et 11), tandis qu'un marqueur de Rio 2 était assigné à 60,4 % des engagements dans la région de la Méditerranée septentrionale (voir annexe, fig. 9). Le marqueur de Rio 0 n'a été que très rarement utilisé (entre 0 et 0,4 % du total pour tous les groupes d'entités soumettant un rapport, sauf en Europe centrale et orientale, où il a été assigné à près de 10 % du total des engagements) (voir annexe, fig. 10).

21. La majeure partie des engagements financiers ont été effectués sous forme d'allocations budgétaires obligatoires (91,6 milliards de dollars É.-U., soit 68 % du total); viennent ensuite l'appui au titre d'un budget sectoriel (23,9 milliards de dollars É.-U., soit 17,73 % du total) et le financement mixte (4,2 milliards de dollars É.-U., soit 3,13 % du total) (voir annexe, tableaux 9 à 14). Plusieurs autres instruments de financement ont été utilisés: le financement par plusieurs donateurs, les dons, l'appui au budget général, les prêts à des conditions de faveur, le crédit, l'allocation budgétaire discrétionnaire, les prêts directs, les échanges de créances, la bonification d'intérêts et l'appui hors budget (dans cet ordre). Il convient de noter que les dons ont été principalement le fait des pays parties développés (voir annexe, tableau 15) et que le type d'instruments de financement utilisé n'était pas spécifié pour des engagements d'un montant total de 3,5 milliards de dollars des États-Unis en valeur nominale.

22. Au cours du précédent exercice biennal, l'instrument de financement le plus utilisé était l'appui au titre d'un budget sectoriel, suivi par les dons et les allocations budgétaires obligatoires. La tendance s'est donc confirmée pour les premier et dernier instruments alors que les dons n'ont compté que pour 2 % dans le chiffre total pendant le cycle de présentation de rapports en cours (2,7 milliards de dollars É.-U.).

23. Les allocations budgétaires obligatoires, l'appui au titre d'un budget sectoriel et le financement mixte ont été les trois types d'instruments de financement les plus utilisés pour tous les groupes d'entités, à une exception près dans la région de l'Europe centrale et orientale, les dons étant alors le principal instrument utilisé.

2. Engagements selon la source de financement et l'origine des rapports

24. Il ressort des rapports que des engagements financiers ont été pris par les gouvernements d'une cinquantaine de pays parties, aussi bien développés qu'en développement. Les sources de financement comprenaient également des entités multilatérales telles que les banques régionales de développement, la Banque mondiale, le FEM, le Mécanisme mondial, ainsi que les organismes, programmes spéciaux et fonds des

Nations Unies. Dans la ligne des résultats du cycle précédent, les engagements ont rarement dépassé 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays respectifs.

25. En accord avec le précédent exercice biennal, l'analyse par source de financement a révélé que les organismes publics des pays développés comme des pays en développement étaient, et de loin, la source la plus fréquente des engagements financiers dans une soixantaine de pays. Dans les autres pays, les institutions de financement du développement, telles que les banques multilatérales de développement, jouaient un plus grand rôle. Il est intéressant de noter que les sources privées (y compris les fondations) n'ont été mentionnées que dans un nombre très limité d'AFS. Cela pourrait donner à penser que très peu d'activités sont financées par une combinaison de sources publiques et privées (par exemple des partenariats public-privé), et/ou que les activités pertinentes du secteur privé ne sont pas prises en compte dans les rapports nationaux soumis au titre de la Convention.

26. Les pays parties développés ont fait état d'engagements représentant de 0,6 à 4,7 % de leur aide publique au développement (APD), avec une seule exception, la proportion atteignant alors près de 20 %.

3. Engagements par région bénéficiaire

27. Des engagements financiers ont été mentionnés pour toutes les annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional de la Convention (voir annexe, tableau 17). Il ressort de l'analyse par région bénéficiaire que la plus grande partie des engagements ciblait des activités en Asie (104,2 millions de dollars É.-U., soit 77,5 % du total); venaient ensuite l'Amérique latine et les Caraïbes (17,3 millions de dollars, soit 12,8 % du total), l'Afrique (10,2 milliards de dollars, soit 7,6 % du total), la Méditerranée septentrionale (1,9 milliard de dollars, soit 1,4 % du total) et l'Europe centrale et orientale (72,9 millions de dollars, soit 0,1 % du total). Les activités qui se sont déroulées au niveau mondial ont été considérées à part et comptaient pour 0,6 % du total (0,76 milliard de dollars).

28. La grande majorité des engagements ont été pris dans la même région que celle de la source de financement. Parmi les pays parties touchés, un seul a fait état d'engagements visant une annexe concernant une région différente de la sienne. Cela peut donner à penser que le potentiel de coopération Sud-Sud pour le financement de la mise en œuvre de la Convention n'est pas encore totalement exploité, et/ou que les activités pertinentes de coopération Sud-Sud ne sont pas prises en compte dans les rapports nationaux soumis au titre de la Convention.

29. Si les engagements pour 2010-2011 sont pondérés en fonction des coefficients attribués aux marqueurs de Rio, la principale diminution concerne la région de la Méditerranée septentrionale, en raison surtout d'un engagement unique pour lequel il était indiqué que l'objectif n'était pas la lutte contre la désertification (marqueur de Rio 0). La diminution a également été très forte en Europe centrale et orientale, alors que dans les autres régions, l'application des coefficients n'a modifié les chiffres que dans une moindre mesure. La répartition régionale des coefficients des marqueurs de Rio a fait apparaître des caractéristiques semblables à celles qui ressortaient de l'analyse mondiale présentée plus haut, confirmant que le coefficient 3 était le plus utilisé. Les allocations budgétaires obligatoires et/ou l'appui au titre d'un budget sectoriel ont été cités comme étant les principaux types de financement utilisés dans toutes les régions, exception faite de l'Europe centrale et orientale, où les dons étaient plus fréquents. L'analyse concernant cette section s'est cependant heurtée à certaines limites car le pays, la sous-région ou la région bénéficiaire n'était pas spécifié dans de nombreux FSPP, comme indiqué plus haut.

30. Il ressort de l'analyse des codes d'activité pertinents que les engagements au cours de l'exercice biennal 2010-2011 étaient surtout axés sur les activités suivantes: gestion des ressources (960 mentions), développement des capacités et planification (665 mentions), renforcement des capacités (282 mentions), gestion durable des terres (277 mentions), agriculture (256 mentions), gestion des ressources naturelles (238 mentions), conservation des sols (225 mentions), conservation des eaux (213 mentions), développement communautaire (183 mentions), et suivi et recherche (156 mentions) (voir annexe, tableau 20). Une répartition analogue a été confirmée pour toutes les régions, ce qui donne les grandes lignes d'un schéma mondial (voir annexe, tableaux 21 à 26). Il est intéressant de relever que la région de la Méditerranée septentrionale était la seule dans laquelle les interventions d'urgence figuraient parmi les 10 principales activités.

31. Par rapport à l'exercice biennal précédent, c'est-à-dire celui de 2008-2009, les montants engagés pendant l'exercice biennal en cours (à la fois en valeur nominale et après pondération) ont fortement augmenté en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et particulièrement en Afrique (voir annexe, tableaux 18 et 19). Par contre, on a observé une tendance négative dans la région de l'Europe centrale et orientale, où le montant des engagements a fortement diminué. Il convient de relever qu'il n'a pas été possible d'établir une comparaison pour les engagements axés sur la Méditerranée septentrionale et les engagements de portée mondiale, faute de données pour ces deux catégories en 2008-2009.

B. Analyse des sorties³

1. Volume des investissements

32. Le montant total des investissements indiqué dans les FSPP pour l'exercice biennal 2010-2011 s'établissait aux environs de 104 milliards de dollars des États-Unis (voir annexe, tableau 27). Il s'agit là d'un montant en valeur nominale, qui se trouve ramené à 97,7 milliards après pondération en fonction des coefficients des marqueurs de Rio. Ce montant englobe toutes les sources qui ont présenté des FSPP, à savoir les pays parties touchés, les pays développés parties, le FEM, le Mécanisme mondial et les programmes d'action sous-régionaux.

33. Pour l'exercice biennal précédent, le montant en valeur nominale des investissements dans des programmes et projets s'établissait à 11 milliards de dollars des États-Unis, ramené à 7 milliards après pondération en fonction des coefficients des marqueurs de Rio. Les investissements dans des activités liées à la Convention semblent donc avoir beaucoup augmenté par rapport au cycle précédent. Cette augmentation est encore plus forte si l'on considère les valeurs pondérées.

34. Comme dans le cas de l'analyse des engagements financiers, l'Asie est clairement la région en tête en 2010-2011, puisqu'elle a fait état d'investissements atteignant 93,7 milliards de dollars des États-Unis (voir annexe, tableau 29), qui représentent 92 % des montants investis par tous les pays parties touchés (94 % après pondération) et 90 % du montant total des investissements (92 % après pondération) réalisés par toutes les entités soumettant un rapport. Ces résultats s'expliquent largement par les chiffres très élevés indiqués par un seul pays d'Asie de l'Est.

³ Dans le cadre utilisé pour la présente analyse, le terme «sorties» désigne par définition des indicateurs supplémentifs du rendement des investissements dans les activités financées, déduits d'une analyse quantitative et qualitative de la nature, de la portée, des objectifs, des réalisations escomptées et des résultats de ces activités (voir document ICCD/CRIC(9)/8).

35. Pour ce qui est du volume des investissements exprimés en valeur nominale, l'Asie était suivie par l'Afrique (5,4 milliards de dollars É.-U.), la Méditerranée septentrionale (2 milliards de dollars), l'Amérique latine et les Caraïbes (0,2 milliard de dollars) et l'Europe centrale et orientale (6,2 millions de dollars) (voir annexe, tableaux 28 à 32). Cet ordre demeure inchangé lorsque les montants sont pondérés.

36. La part des activités axées sur la désertification «comme objectif principal et en appui à un programme d'action» (marqueur de Rio 3) compte pour 86,5 % dans le montant des investissements financiers au niveau mondial (voir annexe, fig. 12). Celle des activités faisant de la lutte contre la désertification un objectif principal sans apporter d'appui à un programme d'action (marqueur de Rio 2) était de 9 % du montant total en valeur nominale, et celle des activités faisant de la lutte contre la désertification un «objectif significatif» (marqueur de Rio 1) de 4,1 %. Les activités qui étaient mentionnées dans les rapports mais n'étaient pas axées sur la désertification (marqueur de Rio 0) étaient minimales et considérées comme ayant un impact négligeable sur le total.

37. Il est intéressant de relever que la répartition des marqueurs de Rio a beaucoup changé par rapport à l'exercice biennal précédent, le coefficient le plus ciblé étant alors le marqueur de Rio 2 (47 % du total), suivi par le marqueur de Rio 3 (33 % du total) et le marqueur de Rio 1 (13 % du total). Aucun marqueur de Rio n'était indiqué pour une proportion relativement importante des investissements (un peu plus de 6 %), laquelle a dû être exclue des calculs. Cette analyse des tendances confirme que les investissements sont de plus en plus axés sur la désertification et l'appui à la mise en œuvre de programmes d'action, ce qui est dans l'ensemble un résultat prometteur.

38. Le marqueur de Rio 3 était le plus utilisé pour les investissements en Afrique et en Asie (59,2 % et 91,5 % du total régional, respectivement) (voir annexe, fig. 13 et 14), et le marqueur de Rio 1 le plus utilisé en Amérique latine et dans les Caraïbes (76,8 % du total régional) ainsi que dans la région de la Méditerranée septentrionale (62,5 % du total régional), et par les pays développés parties (48 % du total pour ce groupe) (voir annexe, fig. 15 à 18). C'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que l'on constate une relativement forte baisse lorsque les chiffres exprimés en valeur nominale sont pondérés en fonction des coefficients des marqueurs de Rio. Là encore, le marqueur de Rio 0 n'a été que très rarement utilisé.

39. Le FEM a fait état de 75 millions de dollars des États-Unis d'investissements (voir annexe, tableau 34), qui étaient tous associés à un marqueur de Rio 2 et concernaient des activités en rapport avec l'annexe I (Afrique).

40. Le Mécanisme mondial a indiqué qu'il avait investi 11,4 millions de dollars des États-Unis au cours de l'exercice biennal 2010-2011 (voir annexe, tableau 35), dans 40 projets. Ses investissements étaient en légère majorité axés sur des activités d'envergure mondiale (4,4 millions de dollars É.-U., représentant 39 % du total), suivies par des activités en Afrique (3,3 millions de dollars, 29 % du total), dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (2,3 millions de dollars, 20 % du total), en Asie (1,3 million de dollars, 11,5 % du total) et dans la région de l'Europe centrale et orientale (0,03 million, 0,3 % du total).

41. L'analyse des codes d'activité pertinents associés à chaque programme ou projet indiqué sur la FSPP révèle que les investissements étaient en majorité axés sur le renforcement des capacités (295 mentions), les activités habilitantes (291 mentions), le plaidoyer et la sensibilisation (248 mentions), la conservation des eaux (208 mentions), les publications et le matériel de communication (204 mentions), la gestion des ressources (203 mentions), l'aménagement des pâturages et parcours (202 mentions), les campagnes de sensibilisation du public (189 mentions), l'adaptation aux changements climatiques (156 mentions), et l'atténuation et le redressement (136 mentions) (voir annexe,

tableau 37). Ce tableau a été confirmé pour toutes les régions, à très peu d'exceptions près (voir annexe, tableaux 38 à 42). Il est intéressant de relever qu'une intervention d'urgence (à savoir la reconstruction de systèmes de gestion de l'eau et d'infrastructures liées à l'eau, 35 mentions) figurait parmi les activités les plus ciblées du groupe des pays développés parties uniquement (voir annexe, tableau 43).

2. Répartition géographique des investissements

42. La principale région bénéficiaire est l'Asie, avec près de 94 milliards de dollars des États-Unis d'investissements, suivie par l'Afrique (7,8 milliards de dollars), la Méditerranée septentrionale (1,9 milliard de dollars), l'Amérique latine et les Caraïbes (0,3 milliard de dollars) et l'Europe centrale et orientale (7,8 millions de dollars) (voir annexe, tableau 36). Les activités d'envergure mondiale ont été considérées à part et ont reçu 103,4 millions de dollars d'investissements. On constate la même répartition des ressources allouées lorsque les chiffres sont pondérés. Il convient cependant de noter une forte diminution des activités d'envergure mondiale, lesquelles reçoivent 14 millions de dollars des États-Unis seulement après pondération, en raison du grand nombre d'investissements affectés d'un coefficient peu élevé au titre des marqueurs de Rio.

43. Les résultats sont différents de ceux indiqués au cours du cycle précédent de présentation de rapports. Pendant l'exercice biennal 2008-2009, la plus grande partie des investissements était destinée à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (4,4 milliards de dollars É.-U.), suivie par l'Afrique (3,1 milliards de dollars) et l'Asie (1,1 milliard de dollars). Comme il est indiqué dans l'introduction, il a été particulièrement difficile d'établir la répartition géographique par région bénéficiaire en raison de l'absence généralisée de données pour ces sections en particulier dans les rapports reçus.

3. Répartition par objectif(s) stratégique(s) de la Stratégie

44. Il a été demandé aux entités soumettant un rapport d'associer chaque investissement indiqué sur les FSPP avec un ou plusieurs objectifs stratégiques (OS) de la Stratégie⁴.

45. Il ressort de l'analyse de la répartition des investissements par objectif stratégique que les Parties soumettant un rapport ont fréquemment privilégié l'OS 2, l'OS 1 et l'OS 3 (dans cet ordre), qui ont attiré une grande partie de tous les investissements (à la fois en valeur nominale et après pondération) (voir annexe, fig. 19). L'OS 4, par contre, semble sous-représenté. Ce résultat s'explique largement par une majorité écrasante d'investissements axés sur les trois premiers objectifs dont il a été fait état dans la région asiatique (voir annexe, fig. 21). Toutefois, la même répartition des investissements est également observée dans d'autres régions, telles que l'Afrique et l'Europe centrale et orientale (voir annexe, fig. 20 et 24). Les pays de la Méditerranée septentrionale ont privilégié l'OS 1 et l'OS 2 (voir annexe, fig. 23), et l'Amérique latine et les Caraïbes l'OS 1 seulement (voir annexe, fig. 22).

4. Répartition par objectif(s) opérationnel(s) de la Stratégie

46. Il a été demandé aux entités soumettant des rapports d'associer chaque investissement indiqué sur les FSPP avec un ou plusieurs objectifs opérationnels (OO) de la Stratégie⁵.

⁴ OS 1: Améliorer les conditions de vie des populations touchées; OS 2: Améliorer l'état des écosystèmes touchés; OS 3: Dégager des avantages généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention; et OS 4: Mobiliser des ressources en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats efficaces entre acteurs nationaux et acteurs internationaux.

⁵ OO 1: Plaidoyer, sensibilisation et éducation; OO 2: Cadre d'action; OO 3: Science, technologie et connaissances; OO 4: Renforcement des capacités; et OO 5: Financement et transfert des technologies.

47. Il ressort de l'analyse de la répartition des investissements par objectif opérationnel que l'OO 2 et l'OO 4 ont été les objectifs les plus ciblés au niveau mondial (voir annexe, fig. 25). Si l'on considère individuellement les annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional, la région de l'Afrique a accordé une bonne importance aux quatre premiers objectifs et moins d'importance à l'OO 5 (voir annexe, fig. 26). L'Asie s'est surtout intéressée à l'OO 2 et l'OO 4 (voir annexe, fig. 27). La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a déployé des efforts considérables dans des activités destinées à appuyer l'OO 1, l'OO 3 et l'OO 5, mais les activités en question étaient également affectées de coefficients peu élevés au titre des marqueurs de Rio (voir annexe, fig. 28). Les pays de la Méditerranée septentrionale se sont presque exclusivement concentrés sur l'OO 2 et l'OO 3 (voir annexe, fig. 29) tandis que l'Europe centrale et orientale était la seule région qui a accordé beaucoup plus d'importance à l'OO 5 qu'aux autres objectifs (voir annexe, fig. 30), ce qui n'a eu cependant qu'un impact limité sur le chiffre global étant donné que la part des investissements était nettement plus faible dans cette région que dans les autres.

48. Au cours de l'exercice biennal précédent, l'OO 2 était l'objectif le plus ciblé (9,3 milliards de dollars É.-U.), suivi par l'OO 1 (3,7 milliards), l'OO 3 (3,2 milliards), l'OO 5 (2,3 milliards) et l'OO 4 (2,2 milliards). Il ressort de l'analyse des tendances que l'appui apporté en faveur de tous les objectifs opérationnels a régulièrement augmenté pendant le dernier exercice biennal (voir annexe, tableau 44).

5. Zones et bénéficiaires ciblés

49. Les investissements indiqués par les pays parties touchés ont été également analysés en fonction de la couverture des zones ciblées et du nombre approximatif de bénéficiaires ciblés.

50. Les données ont fait apparaître que l'Afrique était la région dans laquelle les programmes et projets avaient, et de loin, la plus grande extension moyenne; venaient ensuite l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, la Méditerranée septentrionale et l'Europe centrale et orientale (voir annexe, fig. 32). En Afrique, le montant moyen de l'investissement nécessaire pour couvrir la même zone est moins élevé.

51. S'agissant de la répartition des investissements en fonction des bénéficiaires finals, l'Europe centrale et orientale se distingue par le fait qu'elle comptabilise, en chiffres absolus, le plus grand nombre de bénéficiaires effectifs (36,7 millions); viennent ensuite l'Asie (34,5 millions), l'Afrique (19 millions), l'Amérique latine et les Caraïbes (2,6 millions), et la Méditerranée septentrionale (1,2 million) (voir annexe, fig. 33). Il convient cependant de noter que le nombre de bénéficiaires n'était indiqué que pour un groupe limité de projets, de sorte que cette analyse doit être considérée comme une simple indication.

C. Constatations supplémentaires

52. Afin de donner un aperçu plus complet du type d'investissements réalisés pendant l'exercice biennal en vue de la mise en œuvre de la Convention, un certain nombre d'analyses complémentaires des informations fournies en supplément sur les FSPP par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports a été effectué. Il convient de relever cependant que de nombreuses entités soumettant des rapports n'ont pas utilisé cette section particulière du modèle de fiche de manière cohérente et systématique, de sorte que les conclusions de la présente analyse doivent être considérées comme de simples indications.

1. Synergies avec la Convention sur la diversité biologique

53. Les investissements ont été évalués en fonction de leur pertinence au regard à la fois de la Convention et de la Convention sur la diversité biologique (CDB) (voir annexe, fig. 34). Les informations ont été obtenues à partir de l'analyse des notes données aux marqueurs de Rio appliqués à la CDB, telles qu'elles sont indiquées sur la FSPP.

54. Dans les projets et programmes en rapport avec la Convention, la CDB était également un objectif significatif (marqueur de Rio 1) en Asie (83,6 milliards de dollars É.-U.), en Afrique (2,4 milliards de dollars), en Amérique latine et dans les Caraïbes (0,2 milliard de dollars) ainsi qu'en Méditerranée septentrionale (25,9 millions de dollars). Elle était considérée aussi comme un objectif principal (marqueur de Rio 2) pour 14,4 milliards de dollars É.-U. d'investissements liés à la Convention. Ces investissements étaient répartis comme suit au niveau régional: Afrique (2,7 milliards de dollars É.-U.), Asie (2,1 milliards de dollars), Méditerranée septentrionale (1,9 milliard de dollars), Amérique latine et Caraïbes (5,1 millions de dollars) et Europe centrale et orientale (2,6 millions de dollars).

55. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, la CDB était ciblée comme étant un objectif principal (marqueur de Rio 2) en Amérique latine et dans les Caraïbes (0,5 milliard de dollars É.-U.), en Afrique (0,4 milliard de dollars) et en Asie (0,05 milliard de dollars), et un objectif significatif (marqueur de Rio 1) en Amérique latine et dans les Caraïbes (3,3 milliards de dollars); en Afrique (2 milliards de dollars) et en Asie (0,3 milliard de dollars). Il ressort de l'analyse des tendances que les synergies entre la Convention et la CDB sont de plus en plus prises en compte dans les projets et programmes en cause dans pratiquement toutes les annexes régionales, à l'exception de celle relative à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

2. Synergies avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

56. Les investissements ont été évalués en fonction de leur pertinence au regard à la fois de la Convention et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les informations ont été obtenues à partir d'une analyse de deux séries distinctes de coefficients des marqueurs de Rio, l'une mesurant la pertinence de chaque activité décrite concernant le volet de la CCNUCC relatif à l'adaptation aux changements climatiques (voir annexe, fig. 35) et l'autre le volet de la CCNUCC relatif à l'atténuation des changements climatiques (voir annexe, fig. 36).

57. Au niveau mondial, l'adaptation au titre de la CCNUCC était un objectif significatif (marqueur de Rio 1) pour une grande partie des investissements réalisés en Asie dans le cadre de la Convention, soit plus de 75 milliards de dollars des États-Unis. En Afrique, dans le cadre d'investissements liés à la Convention, l'adaptation était considérée comme un objectif principal (marqueur de Rio 2) pour un montant de 3,2 milliards de dollars des États-Unis. et un objectif significatif (marqueur de Rio 1) pour un montant de 1,9 milliard de dollars des États-Unis. Dans la région de la Méditerranée septentrionale, un coefficient 2 au titre des marqueurs de Rio appliqués à la CDB a également été affecté à 1,9 milliard de dollars des États-Unis au total d'investissements.

58. On a observé un tableau analogue concernant les coefficients des marqueurs de Rio pour le volet de la CCNUCC relatif à l'atténuation: l'atténuation des changements climatiques était un objectif significatif (marqueur de Rio 1) pour 73,9 milliards de dollars des États-Unis d'investissements en Asie dans le cadre de la Convention, et de même en Afrique pour un montant pour 1,5 milliard de dollars d'investissements. L'atténuation des changements climatiques était un objectif principal (marqueur de Rio 2) pour 1,5 milliard de dollars supplémentaire d'investissements en Asie ainsi que pour 1,9 milliard de dollars supplémentaire à la fois en Afrique et en Méditerranée septentrionale.

III. Conclusions

59. L'analyse des données financières communiquées par les pays parties touchés et les pays développés parties, le FEM, le Mécanisme mondial et les programmes d'action sous-régionaux pour le cinquième cycle de présentation de rapports au titre de la Convention a abouti à un certain nombre de constatations intéressantes concernant les engagements et investissements liés à la Convention qui ont été observés pendant l'exercice biennal 2010-2011. L'évaluation et l'interprétation de ces constatations laissent entrevoir un certain nombre de conclusions dont les Parties pourront se saisir à la onzième session du Comité. En particulier, s'agissant des entrées (engagements financiers) et des sorties (investissements), les conclusions qui suivent pourraient être formulées:

a) Le montant total des engagements déclarés pour l'exercice biennal 2010-2011 s'établissait aux environs de 135 milliards de dollars des États-Unis, ramenés à 119 milliards de dollars après pondération en fonction des coefficients des marqueurs de Rio qui étaient attribués. Le montant total des investissements déclarés pour l'exercice biennal 2010-2011 s'établissait aux environs de 104 et 98 milliards de dollars (en valeur nominale et après pondération, respectivement). La tendance observée par rapport à l'exercice biennal précédent pour ce qui est du montant total des engagements et investissements est positive, signe que des ressources financières sont mobilisées de plus en plus et avec efficacité à l'appui de la mise en œuvre de la Convention. Cependant, l'analyse de la répartition des engagements et des investissements par région bénéficiaire a fait apparaître de grandes différences, ce qui peut donner à penser que dans certaines régions (par exemple en Europe centrale et orientale) les activités en rapport avec la Convention ne reçoivent pas un financement suffisant;

b) L'analyse de la répartition des engagements et des investissements en fonction des coefficients des marqueurs de Rio a fait apparaître qu'une partie croissante des ressources était allouée à des activités visant explicitement la réalisation d'un programme d'action établi en application de la Convention (marqueur de Rio 3) et à des activités dont l'objectif principal est la lutte contre la désertification (marqueur de Rio 2), ce qui ressort en particulier des rapports des pays parties touchés. Le nombre d'activités déclarées pour lesquelles la désertification n'est pas un objectif ou n'est qu'un objectif secondaire a beaucoup diminué par rapport au cycle précédent de présentation de rapports. Cela montre que les flux financiers pour la mise en œuvre de la Convention non seulement augmentent en volume (ce qui correspond aux entrées) mais de surcroît se traduisent par un plus grand nombre d'interventions concrètes (c'est-à-dire les sorties). Cette constatation donne également à penser que les objectifs de la Convention ont été intégrés avec plus de succès dans les programmes de travail et les budgets des diverses sources de financement en 2010-2011 que pendant l'exercice biennal précédent;

c) L'analyse des flux financiers par source de financement a cependant fait apparaître qu'une grande majorité des engagements financiers déclarés pendant l'exercice biennal 2010-2011 ont été pris par des sources de financement traditionnelles du secteur public, c'est-à-dire des institutions gouvernementales de pays en développement touchés et de leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, tels que les institutions de financement du développement et les banques multilatérales de développement. Très peu d'engagements financiers provenant de sources du secteur privé, telles que les fondations, entreprises, institutions financières privées et organisations de la société civile, ont été signalés. Cela peut donner à penser que très peu d'activités sont financées par une combinaison de sources publiques et privées (par exemple des partenariats public-privé), et/ou que

les activités pertinentes du secteur privé ne sont pas prises en compte dans les rapports nationaux au titre de la Convention;

d) L'analyse des codes d'activité pertinents fait apparaître que les engagements financiers pris pendant l'exercice biennal étaient axés sur la gestion des ressources naturelles, le renforcement des capacités et le suivi, mais que les investissements se portaient également sur les activités d'atténuation et de redressement;

e) La majorité des investissements indiqués ciblaient les trois premiers objectifs stratégiques de la Stratégie tandis que 2,4 % seulement du montant total des investissements exprimés en valeur nominale visaient à mobiliser des ressources à l'appui de la mise en œuvre de la Convention par le biais de partenariats (c'est-à-dire l'OS 4). Il est certes compréhensible que les investisseurs donnent la priorité aux actions sur le terrain, mais les problèmes signalés auxquels les pays parties touchés sont confrontés pour lever les fonds nécessaires pour la mise en œuvre de la Convention⁶ justifient, semble-t-il, des efforts plus intenses au regard de l'OS 4;

f) L'analyse de la répartition des investissements par objectif opérationnel montre que l'action menée en vue de la mise en œuvre de la Stratégie n'a cessé de s'intensifier pour chacun des cinq objectifs depuis le précédent exercice biennal;

g) Les investissements axés simultanément sur la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur la diversité biologique et/ou les objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques relatifs à l'adaptation aux changements climatiques ou à l'atténuation de ces changements se sont surtout concentrés en Asie, suivie par l'Afrique et, dans une nettement moins grande mesure, par les autres régions. Des progrès par rapport au cycle de 2008-2009 ont cependant été enregistrés dans toutes les régions, exception faite de l'Amérique latine et des Caraïbes.

IV. Recommandations

60. À la onzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, les Parties pourraient examiner les premières recommandations ci-après, en vue d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision à soumettre pour examen à la Conférence des Parties à sa onzième session:

a) Toutes les Parties sont invitées à appuyer davantage l'évolution positive constatée dans l'attribution des ressources financières à des activités en rapport avec la Convention et sont vivement encouragées à affecter plus de ressources aux régions qui ont pris du retard afin d'éviter une nouvelle aggravation du déséquilibre qui existe déjà dans la répartition des ressources;

b) Les pays développés parties sont invités à donner davantage la priorité aux investissements dans des activités qui ciblent la désertification comme objectif principal et/ou qui soutiennent directement la réalisation des objectifs de la Convention, par exemple en apportant un appui supplémentaire pour la mise en œuvre des programmes d'action ainsi que pour leur alignement et/ou leur exécution en élaborant des cadres d'investissement intégrés pour la gestion durable des terres;

⁶ Voir le document ICCD/CRIC(11)/10.

c) Toutes les Parties sont invitées à apporter leur appui à l'évolution favorable constatée dans l'attribution des ressources pour la réalisation de l'OO 5 de la Stratégie, et à redoubler d'efforts pour atteindre l'OS 4 de la Stratégie en créant des partenariats avec d'autres acteurs nationaux ou internationaux ou en se joignant à ces partenariats afin de rassembler davantage de ressources à l'appui de la mise en œuvre de la Convention;

d) Toutes les Parties, dans le cadre des Stratégies de financement intégrées pour la mise en œuvre de la Convention mises au point avec ou sans le concours du Mécanisme mondial, sont invitées à étudier et développer les possibilités d'élaborer des partenariats public-privé pour la réalisation d'activités en rapport avec la Convention et à mobiliser des ressources auprès de sources non traditionnelles de financement, telles que les fondations, les entreprises, le secteur financier et les organisations de la société civile;

e) Étant donné les difficultés rencontrées par les entités soumettant des rapports pour attirer les flux financiers et les investissements en provenance de sources de financement non traditionnelles telles que les entités du secteur privé, les institutions de la Convention sont priées d'incorporer l'étude prévue au titre des indicateurs OS-4-4 et OS-4-5 dans les programmes et plans de travail et de proposer d'affecter à cette activité des fonds provenant du budget de base;

f) Les pays parties touchés sont invités à étudier les possibilités d'accroître les flux financiers destinés aux activités en rapport avec la Convention par le biais de la coopération Sud-Sud et d'inclure ces flux dans les rapports présentés à l'avenir;

g) Les organes subsidiaires et les institutions de la Convention sont priés d'inscrire l'examen de ces recommandations dans leurs programmes et plans de travail respectifs qui doivent être présentés pour examen à la onzième session de la Conférence des Parties, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise concernant les flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures accompanying the preliminary analysis of financial flows in the implementation of the Convention

List of figures

	<i>Page</i>
1. Regional coverage as at 30 October 2012 (affected country Parties and developed country Parties)	22
2. Share of reports containing Standard Financial Annexes (affected country Parties and developed country Parties)	22
3. Share of reports containing Programme and Project Sheets (affected country Parties and developed country Parties)	23
4. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Global, 2010–2011)	26
5. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (affected country Parties, 2010–2011)	26
6. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Africa, 2010–2011)	27
7. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Asia, 2010–2011)	27
8. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	28
9. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Northern Mediterranean, 2010–2011)	28
10. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	29
11. Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (developed country Parties, 2010–2011)	29
12. Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Global, 2010–2011)	40
13. Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Africa, 2010–2011)	40
14. Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Asia, 2010–2011)	41

15.	Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	41
16.	Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Northern Mediterranean, 2010–2011).....	42
17.	Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	42
18.	Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (developed country Parties, 2010–2011).....	43
19.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Global, 2010–2011)	47
20.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Africa, 2010–2011).....	48
21.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Asia, 2010–2011).....	48
22.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	49
23.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Northern Mediterranean, 2010–2011)	49
24.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	50
25.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Global, 2010–2011).....	51
26.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Africa, 2010–2011).....	51
27.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Asia, 2010–2011)	52
28.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	52
29.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Northern Mediterranean, 2010–2011)	53
30.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	53
31.	Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (developed country Parties, 2010–2011)	54
32.	Distribution of investments (USD million) by target area (million ha) (Global, 2010–2011)	54
33.	Distribution of investments (USD million) by number of beneficiaries (Global, 2010–2011)	55

34.	Regional distribution of investments (USD million) by Convention on Biological Diversity Rio marker (Global, 2010–2011)	56
35.	Regional distribution of investments (USD million) by United Nations Framework Convention on Climate Change adaptation Rio marker (Global, 2010–2011).....	57
36.	Regional distribution of investments (USD million) by United Nations Framework Convention on Climate Change mitigation Rio marker (Global, 2010–2011).....	57

List of tables

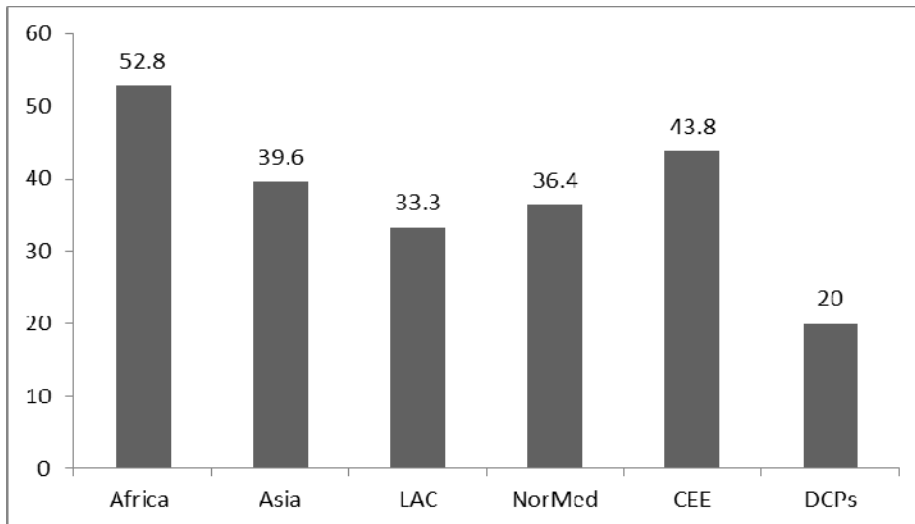
1.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Global, by reporting entity 2010–2011)	23
2.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Africa, 2010–2011).....	24
3.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Asia, 2010–2011)	24
4.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	24
5.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Northern Mediterranean, 2010–2011)	25
6.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	25
7.	Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (developed country Parties, 2010–2011)	25
8.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Global Environment Facility, 2010–2011)	25
9.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Global, 2010–2011)	30
10.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Africa, 2010–2011).....	30
11.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Asia, 2010–2011).....	31
12.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	31
13.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Northern Mediterranean, 2010–2011).....	31
14.	Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	32
15.	Nominal amount (USD) of financial commitments for the Convention-related activities by financing instrument (development country Parties, 2010–2011).....	32
16.	Nominal amount (USD) of financial commitments for the Convention-related activities by financing instrument (Global Environment Facility, 2010–2011)	32

17.	Nominal and weighted amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global, 2010–2011)	32
18.	Trend in the nominal amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global)	33
19.	Trend in the weighted amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global)	33
20.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Global, 2010–2011)	34
21.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Africa, 2010–2011).....	34
22.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Asia, 2010–2011).....	35
23.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	35
24.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Northern Mediterranean, 2010–2011).....	36
25.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	36
26.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments (developed country Parties, 2010–2011).....	37
27.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Global by reporting entity, 2010–2011).....	37
28.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Africa, 2010–2011).....	38
29.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Asia, 2010–2011).....	38
30.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	38
31.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Northern Mediterranean, 2010–2011).....	39
32.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	39
33.	Nominal and weighted amount (USD) of financial investments for Convention-related activities (developed country Parties, 2010–2011)	39
34.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Global Environment Facility, 2010–2011)	39
35.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities (Global Mechanism, 2010–2011).....	39
36.	Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities by beneficiary region (Global, 2010–2011)	43
37.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Global, 2010–2011)	44

38.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Africa, 2010–2011)	44
39.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Asia, 2010–2011)	45
40.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	45
41.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Northern Mediterranean, 2010–2011)	46
42.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	46
43.	Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (developed country Parties, 2010–2011)	47
44.	Trends in the nominal amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Global).....	50

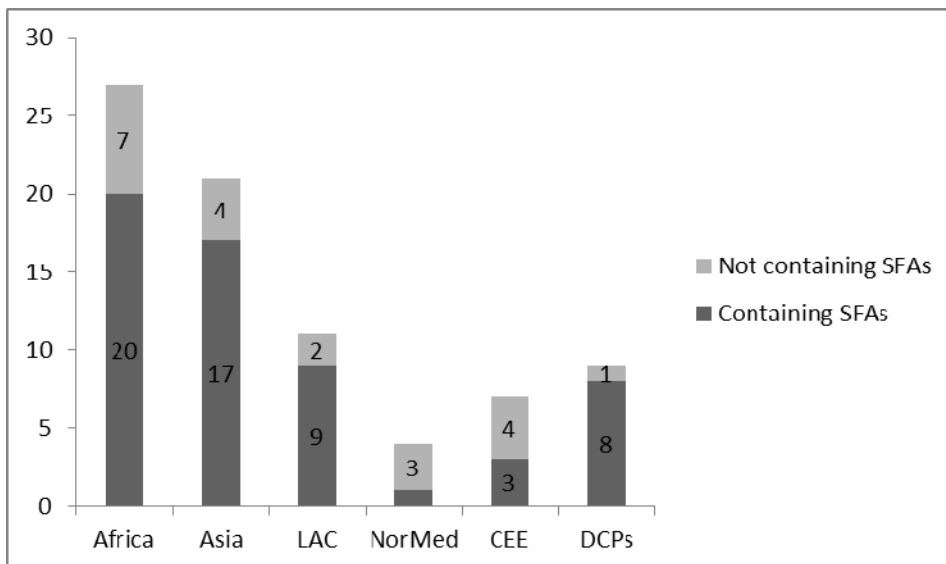
I. Figures for the section on objectives, scope and limitations of the analysis

Figure 1
Regional coverage as at 30 October 2012 (affected country Parties and developed country Parties)



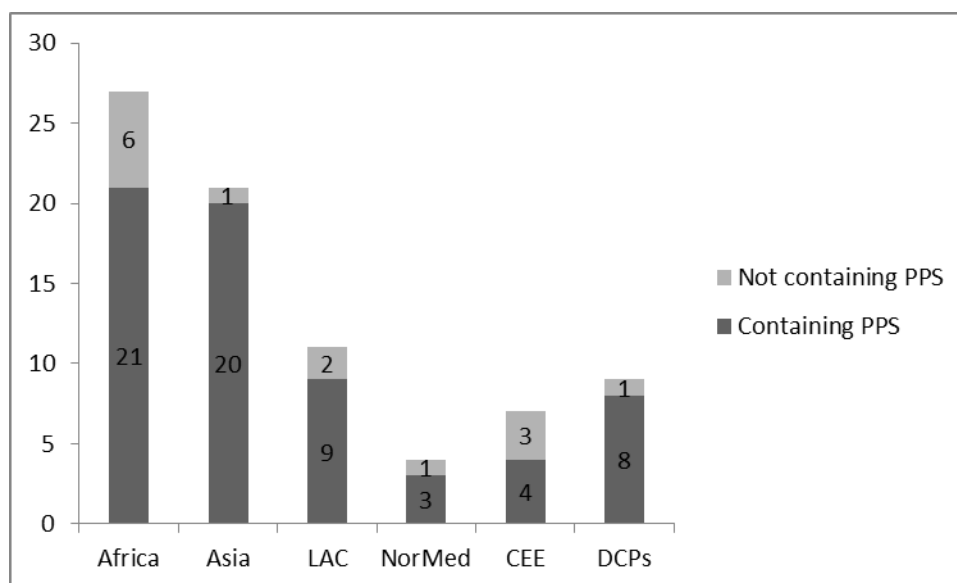
LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean, CEE = Central and Eastern Europe, DCPs = developed country Parties

Figure 2
Share of reports containing Standard Financial Annexes (affected country Parties and developed country Parties)



LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean, CEE = Central and Eastern Europe, DCPs = developed country Parties, SFAs = Standard Financial Annexes

Figure 3
Share of reports containing Programme and Project Sheets (affected country Parties and developed country Parties)



LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean, CEE = Central and Eastern Europe, DCPs = developed country Parties, PPS = Programme and Project Sheet

II. Tables and figures for the analysis of inputs (see questions contained in the Standard Financial Annex template)

Table 1
Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Global, by reporting entity 2010–2011)

<i>Reporting entity</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Africa	9 327 348 842.1	8 399 781 393.7
Asia	104 042 970 045.3	99 104 933 485.2
Latin America and the Caribbean	17 051 273 485.5	9 339 714 900.3
Northern Mediterranean	1 895 687 306.6	1 513 757 408.3
Central and Eastern Europe	15 829 078.4	7 475 279.4
Total affected country Parties	132 333 108 757.3	118 365 662 466.9
Developed country Parties	2 050 473 599.2	796 189 125.4
Global Environment Facility	265 660 000.0	225 373 400.0
Subregional action programmes	1 577 396.00	1 577 396.00
Total	134 650 819 753.1	119 387 224 992.3
Previous biennium	49 520 000 000.0	33 580 000 000.0
Trend	172%	256%

Table 2
Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Central Africa	146 962 259.0	85 763 536.5
Eastern Africa	248 529 094.00	168 280 427.3
Northern Africa	2 296 621 536.0	2 296 449 106.58
Southern Africa	257 472 634.4	178 462 340.7
Western Africa	6 377 763 318.7	5 670 825 982.58
Total	9 327 348 842.1	8 399 781 393.7

Table 3
Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Central Asia	590 320 923.0	160 282 893.3
East Asia	77 544 067 548.9	75 832 877 084.1
Pacific	7 767 704.8	5 062 638.8
South Asia	7 027 109 009.6	6 637 599 607.1
South-East Asia	752 113 748.1	358 678 159.1
West Asia	18 121 591 110.8	16 110 433 102.8
Total	104 042 970 045.3	99 104 933 485.2

Table 4
Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Andean	2 346 092 672.0	2 324 443 732.3
Caribbean	258 370.0	258 370.0
Mesoamerica	10 620 795 321.8	3 979 694 508.7
South Cone	4 084 127 121.7	3 035 318 289.3
Total	17 051 273 485.5	9 339 714 900.3

Table 5

Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Northern Mediterranean	1 895 687 306.6	1 513 757 408.3

Table 6

Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Central and Eastern Europe	15 829 078.4	7 475 279.4

Table 7

Nominal and weighted amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (developed country Parties, 2010–2011)

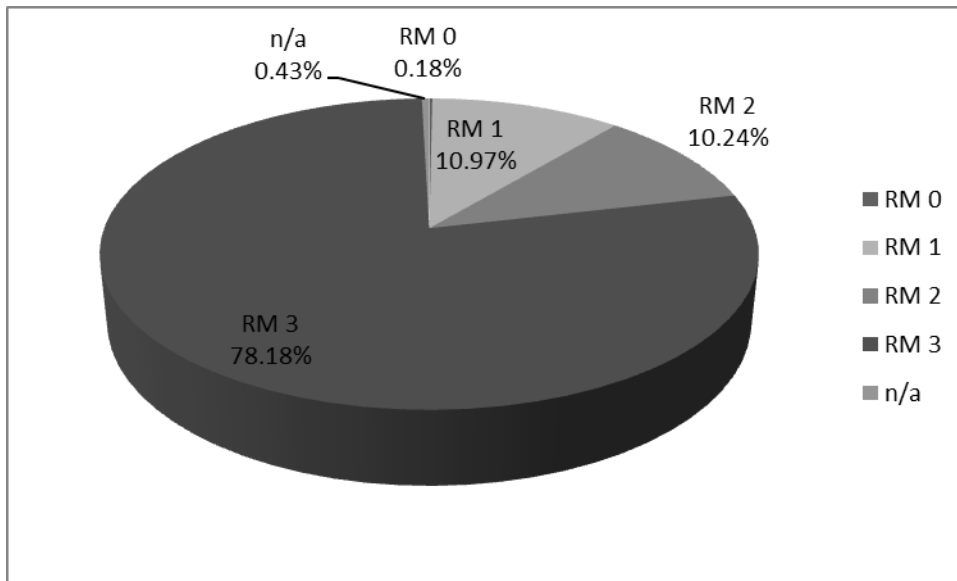
<i>Developed country Parties</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Europe	2 050 473 599.2	796 189 125.4

Table 8

Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities (Global Environment Facility, 2010–2011)

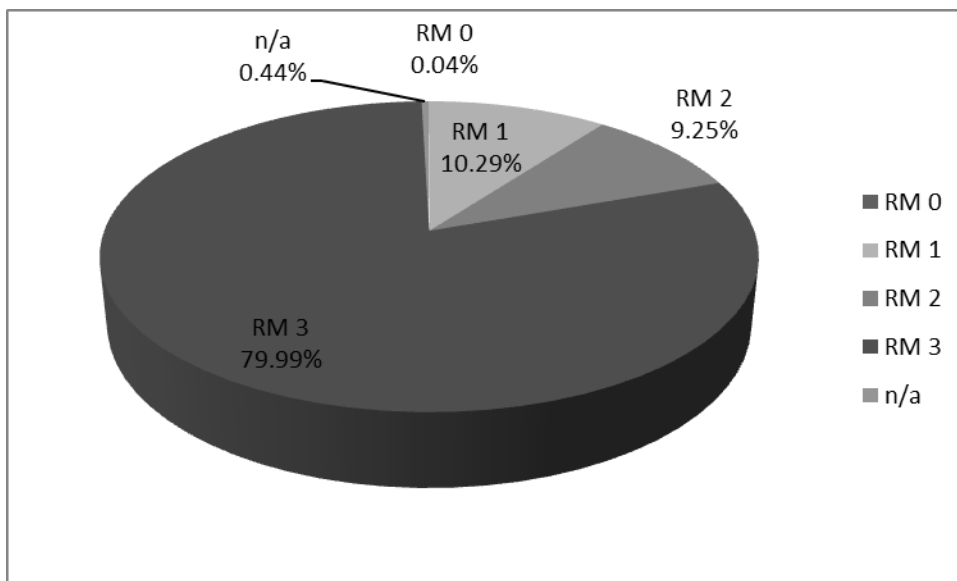
<i>Reporting entity</i>	<i>Nominal commitments</i>	<i>Weighted commitments</i>
Global Environment Facility	265 660 000.0	225 373 400.0

Figure 4
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Global, 2010–2011)



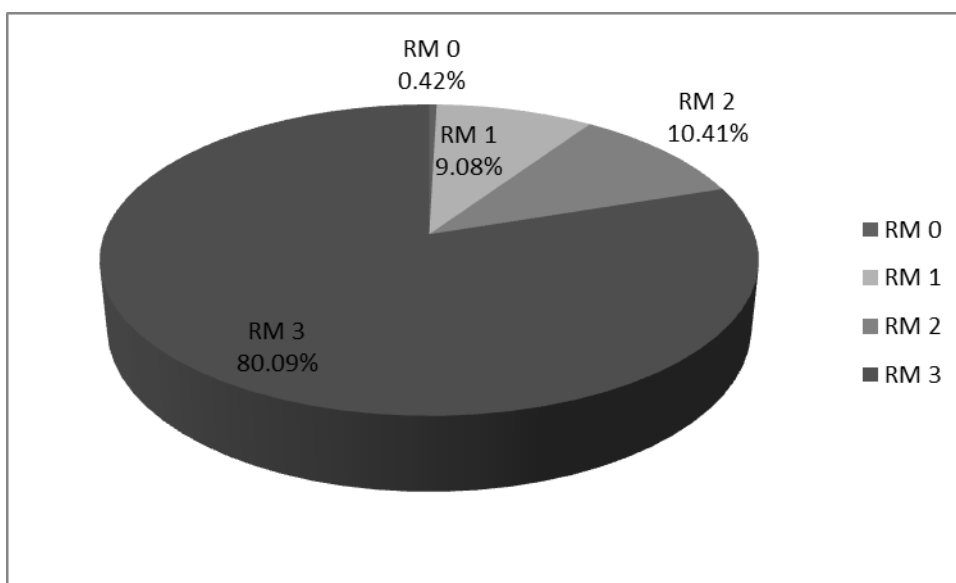
RM = Rio marker

Figure 5
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (affected country Parties, 2010–2011)



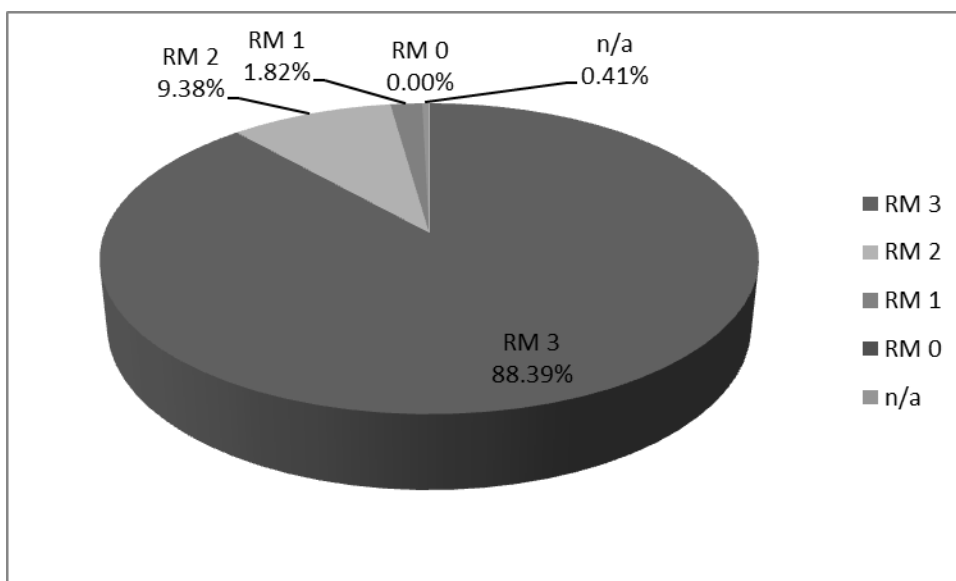
RM = Rio marker

Figure 6
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Africa, 2010–2011)



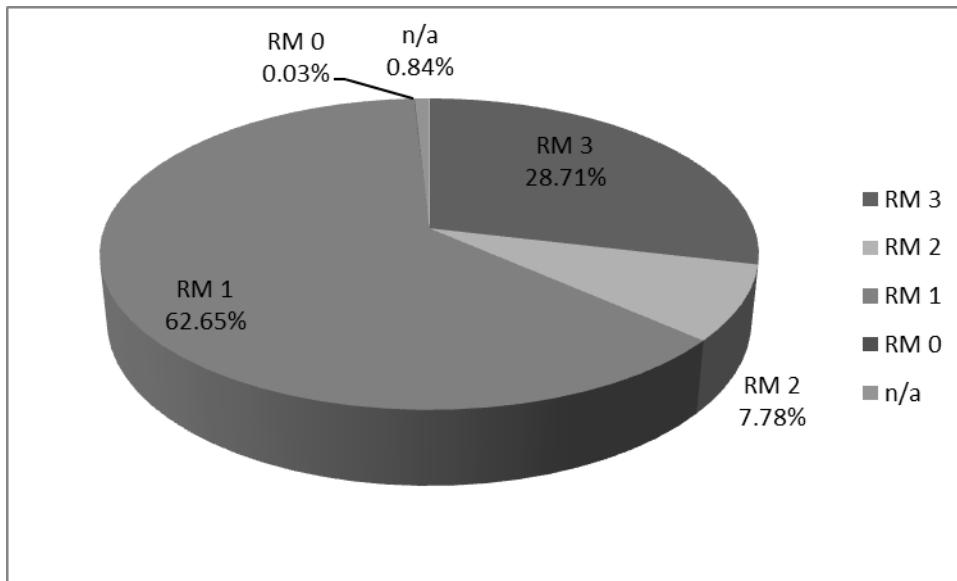
RM = Rio marker

Figure 7
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Asia, 2010–2011)



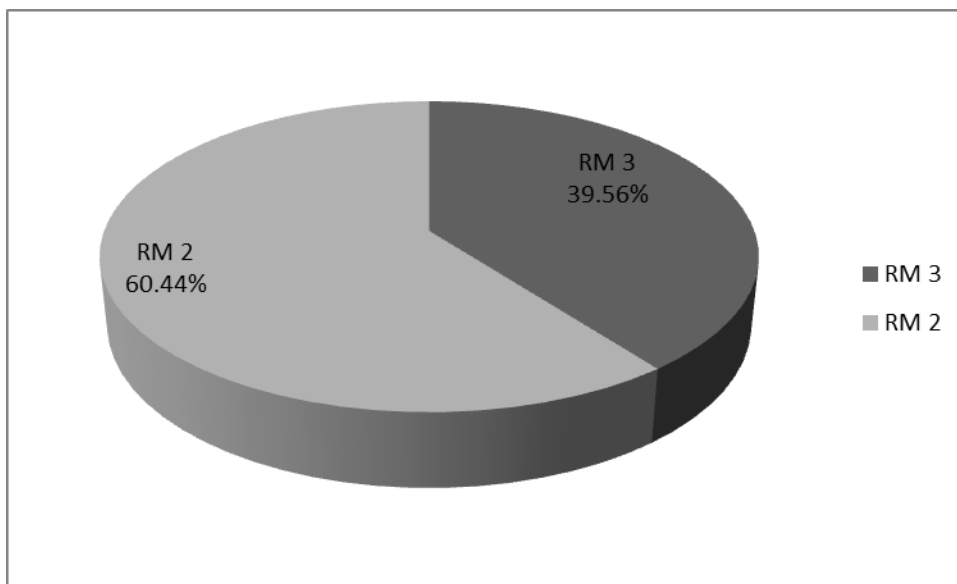
RM = Rio marker

Figure 8
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)



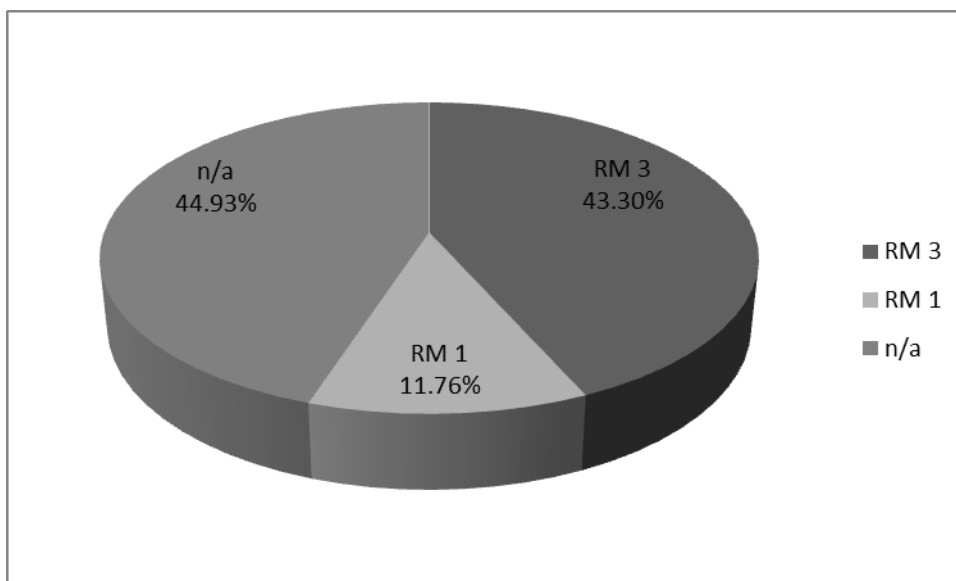
RM = Rio marker

Figure 9
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Northern Mediterranean, 2010–2011)



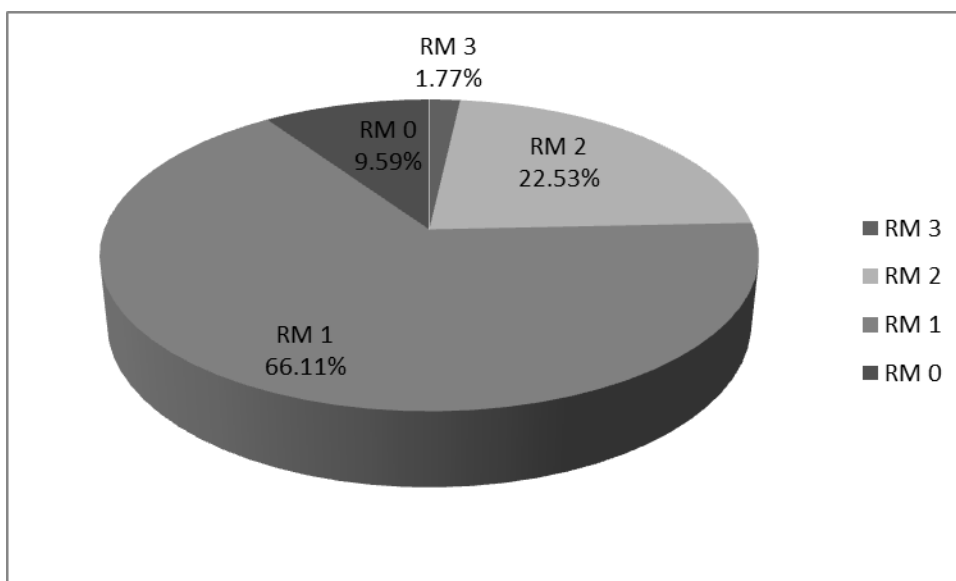
RM = Rio marker

Figure 10
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Central and Eastern Europe, 2010–2011)



RM = Rio marker

Figure 11
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (developed country Parties, 2010–2011)



RM = Rio marker

Table 9
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Global, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Budget authority (mandatory)	91 580 940 570.6
Sectoral budget support	23 879 839 046.6
Associated financing	4 217 320 528.5
Basket funding	2 968 111 222.0
Grant	2 673 360 144.7
General budget support	1 835 822 381.1
Loan (concessional)	1 526 860 998.9
Credit	1 327 000 036.8
Budget authority (discretionary)	881 848 903.2
Direct loan / Guarantees	128 229 043.9
Debt swap	87 113 762.6
Interest concession	60 166 666.7
Off-budget	272 257.0
n/a	3 483 934 190.6

Table 10
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Africa, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Sectoral budget support	4 944 369 356.6
General budget support	1 827 860 958.9
Credit	1 173 635 393.5
Associated financing	398 594 961.1
Basket funding	236 255 353.4
Loan (concessional)	234 376 820.5
Grant	187 193 573.5
Budget authority (mandatory)	135 106 870.2
Debt swap	87 113 762.7
Budget authority (discretionary)	83 695 746.5
Off-budget	272 257.0
Interest concession	166 666.7
n/a	18 707 121.7

Table 11
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Asia, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Budget authority (mandatory)	80 846 720 298.2
Sectoral budget support	18 597 433 139.2
Loan (concessional)	1 152 247 705.9
Associated financing	743 484 706.3
Grant	689 786 608.7
Basket funding	415 927 551.6
Credit	152 014 643.3
Direct loan / Guarantees	125 265 043.9
General budget support	6 594 643.0
n/a	1 313 495 705.0

Table 12
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Budget authority (mandatory)	10 599 113 402.2
Associated financing	3 075 240 861.1
Basket funding	2 307 475 595.0
Budget authority (discretionary)	798 153 156.7
Interest concession	60 000 000.0
Sectoral budget support	36 043 323.6
Grant	25 783 666.0
Loan (concessional)	4 530 168.8
Direct loan / Guarantees	2 964 000.0
Credit	1 350 000.0
General budget support	77 381.0
n/a	140 541 931.2

Table 13
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
n/a	1 895 687 306.6

Table 14
Nominal amount (USD) of financial commitments for Convention-related activities by financing instrument (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Grant	15 628 207.8
n/a	200 870.6

Table 15
Nominal amount (USD) of financial commitments for the Convention-related activities by financing instrument (developed country Parties, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Grant	1 487 730 692.8
Sectoral budget support	301 993 227.2
Loan (concessional)	135 706 303.7
Basket funding	8 452 722.1
General budget support	1 289 398.3
n/a	115 301 255.2

Table 16
Nominal amount (USD) of financial commitments for the Convention-related activities by financing instrument (Global Environment Facility, 2010–2011)

<i>Financing instrument</i>	<i>Nominal commitments</i>
Grant	265 660 000.0

Table 17
Nominal and weighted amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global, 2010–2011)

<i>Beneficiary region</i>	<i>Nominal commitments 2010-2011</i>	<i>Weighted commitments 2010–2011</i>
Africa	10 206 250 832.9	8 726 139 592.1
Asia	104 183 162 724.0	99 169 043 676.8
Latin America and the Caribbean	17 257 514 374.8	9 407 592 134.4
Northern Mediterranean	1 898 282 733.1	1 173 299.3
Central and Eastern Europe	72 923 684.3	26 670 835.9
Global activities	757 351 924.9	452 015 711.9

Table 18

Trend in the nominal amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global)

<i>Beneficiary region</i>	<i>Nominal commitments 2008–2009</i>	<i>Trend</i>
Africa	650 000 000.0	1 470%
Asia	35 120 000 000.0	197%
Latin America and the Caribbean	2 180 000 000.0	692%
Northern Mediterranean	n/a	n/a
Central and Eastern Europe	3 660 000 000.0	-98%
Global activities	n/a	n/a

Table 19

Trend in the weighted amount of financial commitments for Convention-related activities by beneficiary region (Global)

<i>Beneficiary region</i>	<i>Weighted commitments 2008–2009</i>	<i>Trend</i>
Africa	520 000 000.0	1 578%
Asia	27 010 000 000.0	267%
Latin America and the Caribbean	1 640 000 000.0	474%
Northern Mediterranean	n/a	n/a
Central and Eastern Europe	2 520 000 000.0	-99%
Global activities	n/a	n/a

Table 20
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Global, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3	Resource management	960
2	Capacity development and planning	665
2.2.1	Capacity-building	282
3.2.8	Sustainable land management	277
3.1.1	Agriculture	256
3.2	Natural resource management	238
3.2.6	Land conservation	225
3.2.7	Water conservation	213
2.2.2	Community development	183
1	Monitoring and research	156

Table 21
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Africa, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.2.1	Capacity-building	106
3.2.6	Land conservation	100
3.2	Natural resource management	90
3.1.1	Agriculture	89
3.2.8	Sustainable land management	88
2.2.2	Community development	88
3.2.7	Water conservation	86
3.1.5	Production support	73
2.1.1	Public awareness campaigns	71
2	Capacity development and planning	69
3.2.2	Biodiversity conservation	69

Table 22
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Asia, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3	Resource management	131
3.2	Natural resource management	113
3.2.8	Sustainable land management	113
2.2.1	Capacity-building	97
3.2.6	Land conservation	84
3.1.1	Agriculture	84
2	Capacity development and planning	70
3.1	Production systems	69
3.2.7	Water conservation	63
1	Monitoring and research	60

Table 23
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3.2.8	Sustainable land management	54
3.1.1	Agriculture	53
2.1	Advocacy and awareness raising	49
2.2.1	Capacity-building	48
3.2.7	Water conservation	44
2.1.4	Education	42
2.2.2	Community development	41
2.2.12	Social development	39
2	Capacity development and planning	37
2.2.8	Partnership building	37
3.2.8	Sustainable land management	54

Table 24
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Northern Mediterranean, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3.2.7	Water conservation	4
3.2.3	Forest/scrub management	4
3.1.2	Forestry	4
5	Emergency response	4
1.1	Monitoring and research	2
1.2	Knowledge, science and technology	2
1.1.2	Soil observations	1
2.1.2.	Publications and communication material	1

Table 25
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (Central and Eastern Europe, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3	Resource management	1
3.2.8	Sustainable land management	1
3.2.2	Biodiversity conservation	1
3.2.4	Other resource conservation	1
2.2.10	Resource management planning	1
2.1.4	Education	1
2.2.6	Governance and legislation	1
2.2.1	Capacity-building	1
2.1.3	Consultative platforms	1
1.2	Knowledge, science and technology	1
1.2.2	Bio-physical research and science	1
2.2.5	Integrated financing strategies	1
2.2.2	Community development	1
2.2.8	Partnership building	1

Table 26
**Most targeted relevant activity codes for Convention-related financial commitments
 (developed country Parties, 2010–2011)**

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3	Resource management	749
2	Capacity development and planning	517
2.2.1	Capacity-building	66
1	Monitoring and research	63
3.1.1	Agriculture	55
2.1	Advocacy and awareness training	50
3.2.8	Sustainable land management	46
2.1.4	Education	44
2.2.8	Partnership building	41
2.1.3	Consultative platforms	36

III. Tables and figures for the analysis of outputs (see questions contained in the Programme and Project Sheet template)

Table 27
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Global by reporting entity, 2010–2011)**

<i>Subregion</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Africa	5 408 012 737.0	4 318 068 238.7
Asia	93 691 391 441.1	90 347 054 843.5
Latin America and the Caribbean	208 924 167.8	80 395 685.2
Northern Mediterranean	1 957 938 847.6	1 490 835 040.3
Central and Eastern Europe	6 172 006.2	3 046 121.3
Total affected country Parties	101 272 439 199.7	96 239 399 929.0
Developed country Parties	2 738 751 580.2	1 390 582 994.3
Global Environment Facility	75 000 000.0	49 500 000.0
Global Mechanism	11 389 060.0	8 234 542.2
Subregional action programmes	20 711 610.00	20 711 610.00
Total	104 118 291 449.9	97 708 429 075.5
Previous biennium	11 820 000 000.0	7 030 000 000.0
Trend	781%	1290%

Table 28
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Africa, 2010–2011)**

<i>Subregion</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Central Africa	168 318 892.2	128 087 115.7
Eastern Africa	48 783 084.6	18 617 694.9
Northern Africa	2 377 054 305.4	2 213 014 252.6
Southern Africa	336 682 233.5	276 076 954.2
Western Africa	2 477 174 221.0	1 682 272 221.0
Total	5 408 012 737.0	4 318 068 238.7

Table 29
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Asia, 2010–2011)**

<i>Subregion</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Central Asia	309 949 332.9	165 647 106.1
East Asia	77 531 149 785.0	75 824 054 954.0
Pacific	716 447.8	470 865.2
South Asia	6 927 927 095.0	6 243 736 752.0
South-East Asia	838 716 519.2	408 690 804.4
West Asia	8 082 932 261.0	7 704 454 362.0
Total	93 691 391 441.1	90 347 054 843.5

Table 30
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)**

<i>Subregion</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Andean	43 897 589.3	20 972 304.8
Caribbean	505 000.0	505 000.0
Mesoamerica	17 801 683.0	3 550 733.7
South Cone	146 719 895.5	55 367 646.8
Total	208 924 167.8	80 395 685.2

Table 31
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Northern Mediterranean, 2010–2011)**

<i>Region</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Northern Mediterranean	1 957 938 847.6	1 490 835 040.3

Table 32
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Central and Eastern Europe, 2010–2011)**

<i>Region</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Central and Eastern Europe	6 172 006.2	3 046 121.3

Table 33
**Nominal and weighted amount (USD) of financial investments for Convention-related
 activities (developed country Parties, 2010–2011)**

<i>Developed country Parties</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Europe	2 738 751 580.2	1 390 582 994.3

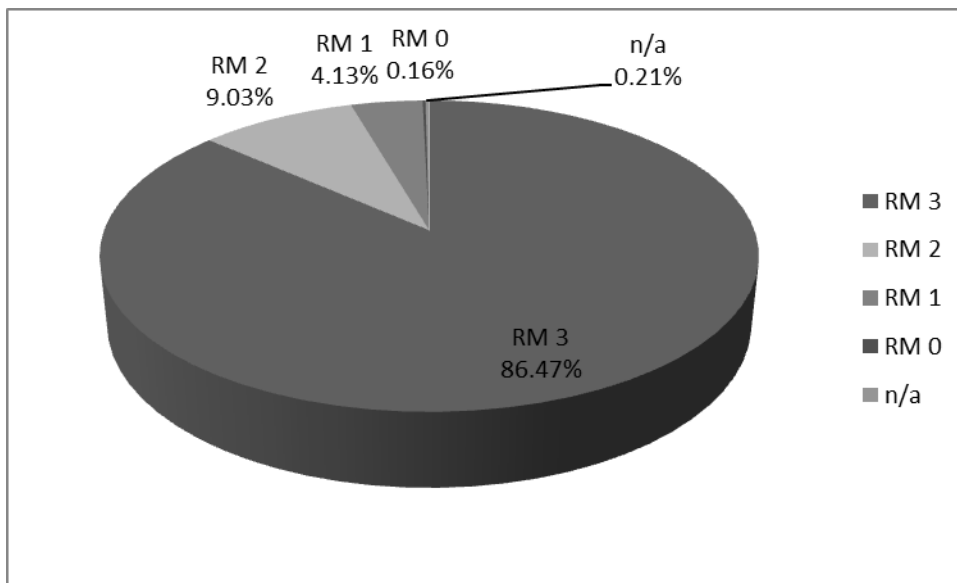
Table 34
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Global Environment Facility, 2010–2011)**

<i>Reporting entity</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Global Environment Facility	75 000 000.0	49 500 000.0

Table 35
**Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities
 (Global Mechanism, 2010–2011)**

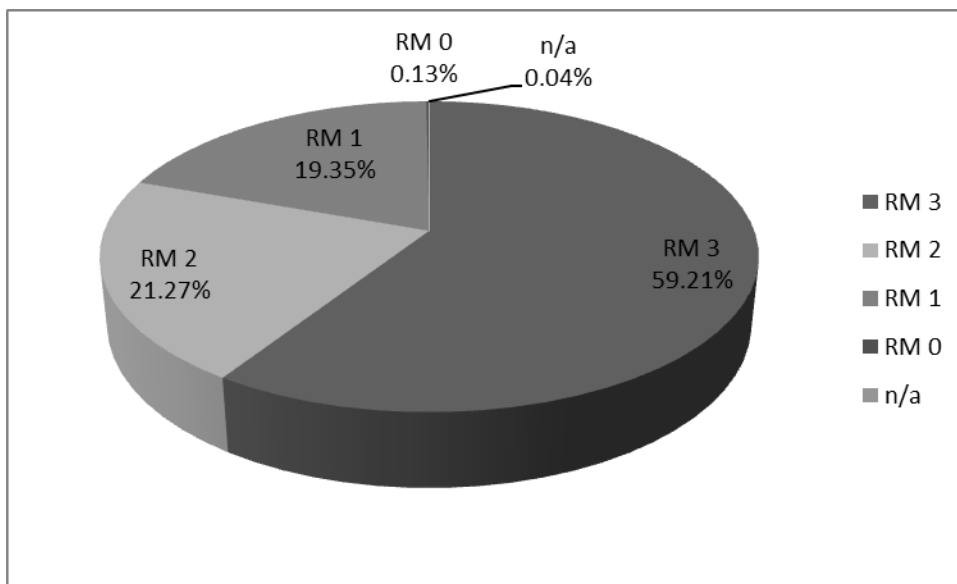
<i>Reporting entity</i>	<i>Nominal investments</i>	<i>Weighted investments</i>
Global Mechanism	11 389 060.0	8 234 542.2

Figure 12
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Global, 2010–2011)



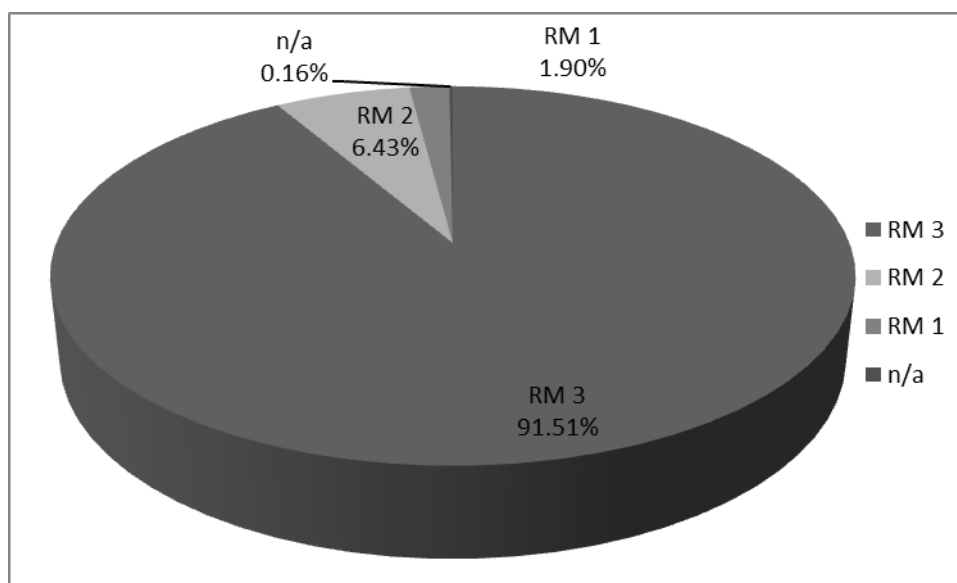
RM = Rio marker

Figure 13
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Africa, 2010–2011)



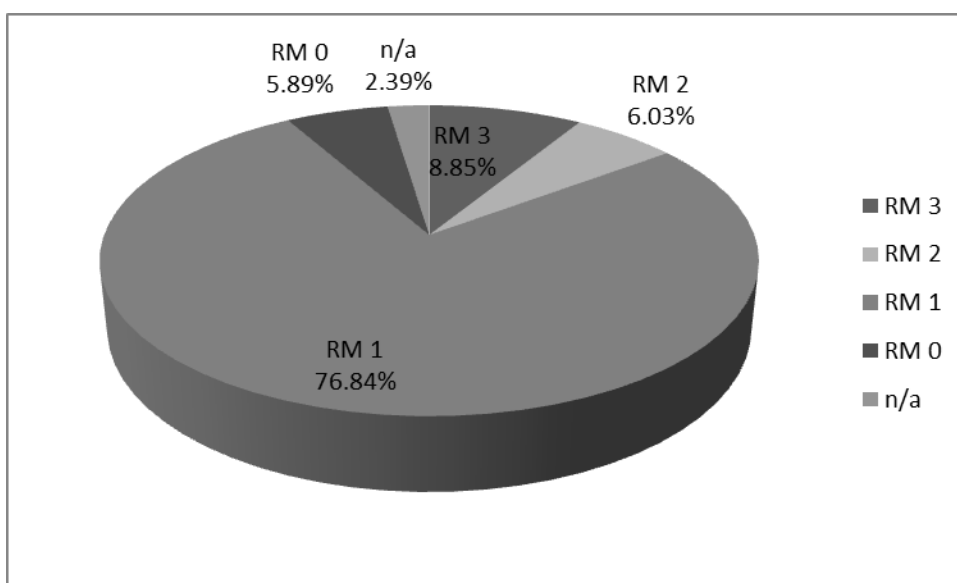
RM = Rio marker

Figure 14
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Asia, 2010–2011)



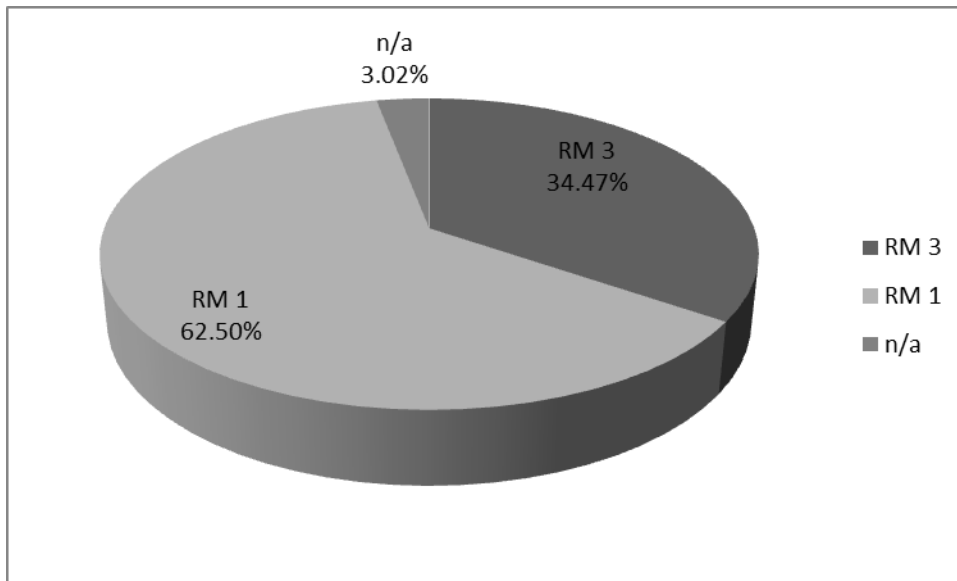
RM = Rio marker

Figure 15
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)



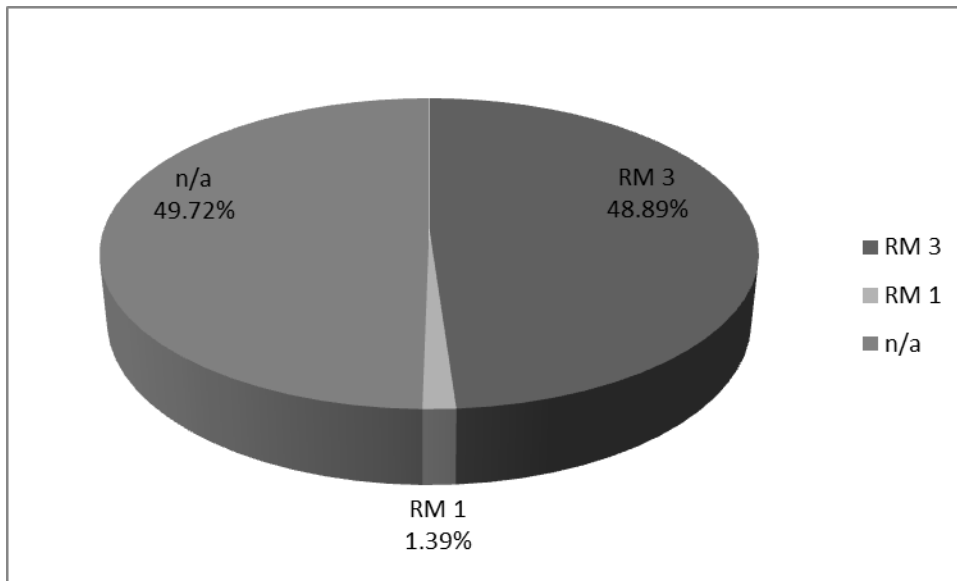
RM = Rio marker

Figure 16
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Northern Mediterranean, 2010–2011)



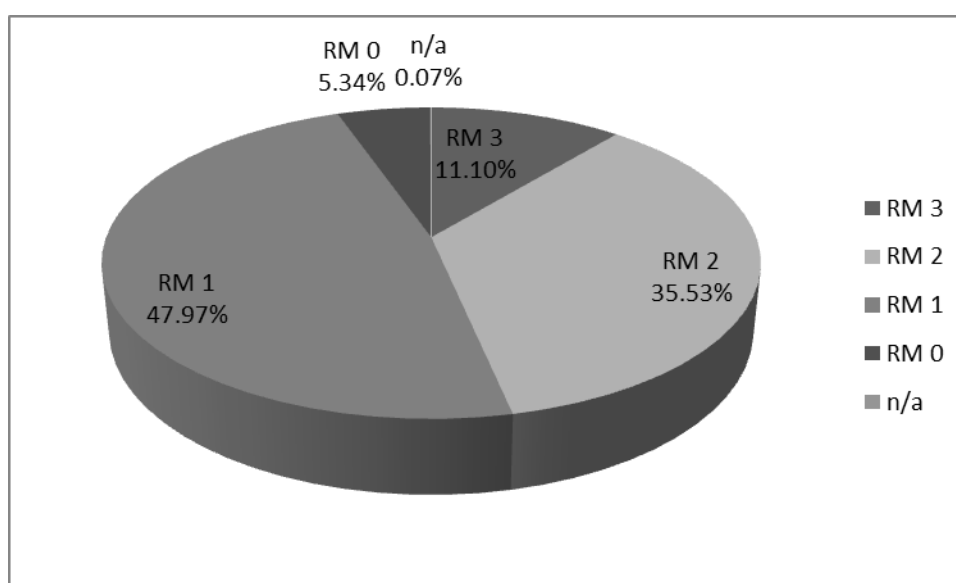
RM = Rio marker

Figure 17
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (Central and Eastern Europe, 2010–2011)



RM = Rio marker

Figure 18
Nominal amount (USD) of investments for Convention-related activities by Rio marker coefficient (developed country Parties, 2010–2011)



RM = Rio marker

Table 36
Nominal and weighted amount (USD) of investments for Convention-related activities by beneficiary region (Global, 2010–2011)

<i>Beneficiary region</i>	<i>Nominal commitments 2010–2011</i>	<i>Weighted commitments 2010–2011</i>
Africa	7 769 984 314.4	5 592 127 210.5
Asia	93 917 256 716.0	90 470 524 332.8
Latin America and the Caribbean	335 220 342.0	122 696 364.0
Northern Mediterranean	1 960 534 584.1	1 492 070 398.4
Central and Eastern Europe	7 817 679.0	3 616 216.2
Global activities	103 439 272.3	13 992 132.5

Table 37
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Global, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.2.1	Capacity-building	295
2.2	Enabling activities	291
2.1	Advocacy and awareness training	248
3.2.7	Water conservation	208
2.1.2	Publications and communication material	204
3	Resource management	203
3.2.5	Pasture and range management	202
2.1.1	Public awareness campaigns	189
4.1.1	Adaptation to climate change	156
4	Mitigation and recovery	136

Table 38
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Africa, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.1	Advocacy and awareness raising	44
2.2	Enabling activities	40
2.2.1	Capacity-building	36
2.1.2	Publications and communication material	32
3.2.5	Pasture and range management	31
4.1.1	Adaptation to climate change	29
3.2.7	Water conservation	28
4.1.3	Environment restoration	26
3	Resource management	24
4.1.2	Drought mitigation	23

Table 39
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Asia, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.2.1	Capacity-building	166
2.2	Enabling activities	166
2.1	Advocacy and awareness raising	138
3.2.7	Water conservation	121
2.1.2	Publications and communication material	112
3	Resource management	89
2.1.1	Public awareness campaigns	88
3.2.5	Pasture and range management	85
2.1.3	Consultative platforms	79
4	Mitigation and recovery	79
4.1.3	Environment restoration	75

Table 40
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.1.1	Public awareness campaigns	67
2.2.1	Capacity-building	62
4.1.1	Adaptation to climate change	62
3.2.5	Pasture and range management	60
2.2	Enabling activities	59
2.1.2	Publications and communication material	56
5.2	Land reclamation and/or rehabilitation	52
3.1.3	Livestock systems	49
3.2.4	Land conservation	49
2.1	Advocacy and awareness raising	46

Table 41
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.2.6	Governance and legislation	9
2.1.1	Public awareness campaigns	5
2.2.10	Resource management planning	4
2.1.3	Consultative platforms	4
1.1.5	Reporting	4
4.1.4	Waste management	3
1.1	Monitoring	3

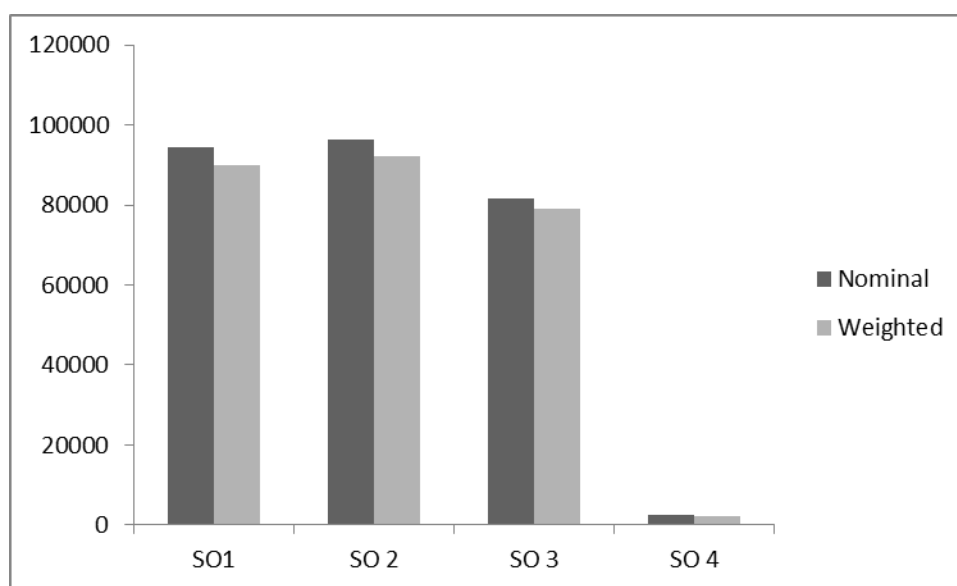
Table 42
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
3	Resource management	11
2.2.5	Integrated Financing Strategies	7
3.2.7	Water conservation	6
3.2	Natural resource management	5
4.1.2	Drought mitigation	4
2.2.1	Capacity-building	3
4.1.3	Environment restoration	3
2.2	Enabling activities	3
2.1	Advocacy and awareness training	3

Table 43
Most targeted relevant activity codes for Convention-related investments (developed country Parties, 2010–2011)

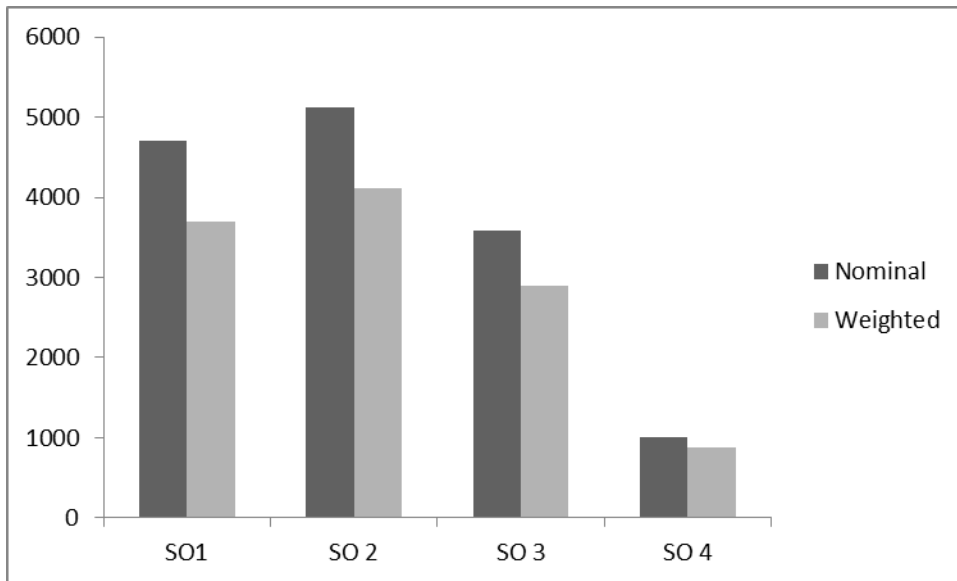
<i>Code</i>	<i>Description</i>	<i>Occurrences</i>
2.2.5	Integrated Financing Strategies	45
3.2.7	Water Conservation	38
4.1.6	Water delivery	36
5.7	Reconstruction of water management systems and infrastructure	35
3	Resource management	33
2.2.1	Capacity-building	28
3.2.5	Pasture and range management	26
5.2	Land reclamation and/or rehabilitation	24
4.1.1	Adaptation to climate change	22
2.2	Enabling activities	22
1.1	Monitoring	16
2.1	Advocacy and awareness raising	16

Figure 19
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Global, 2010–2011)



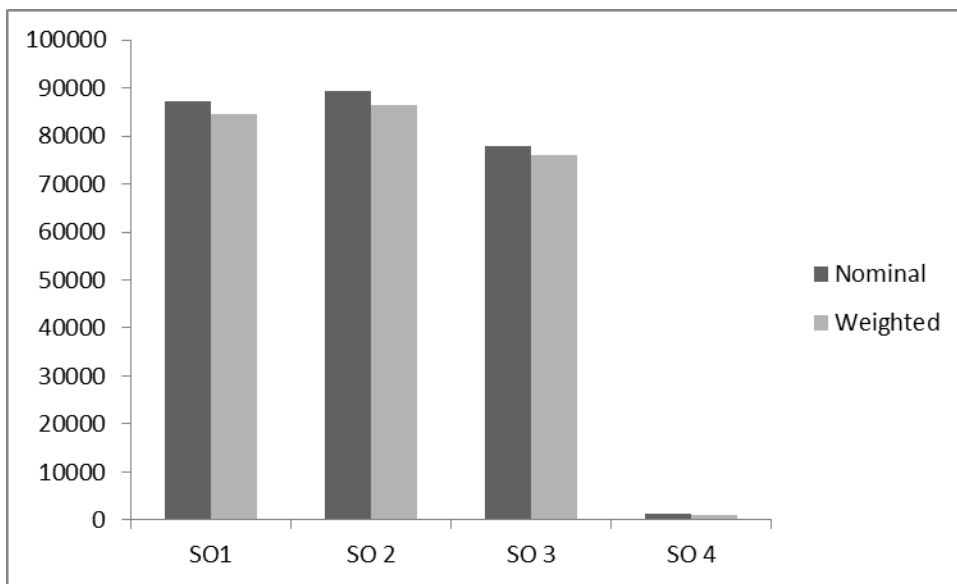
SO = strategic objective

Figure 20
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Africa, 2010–2011)



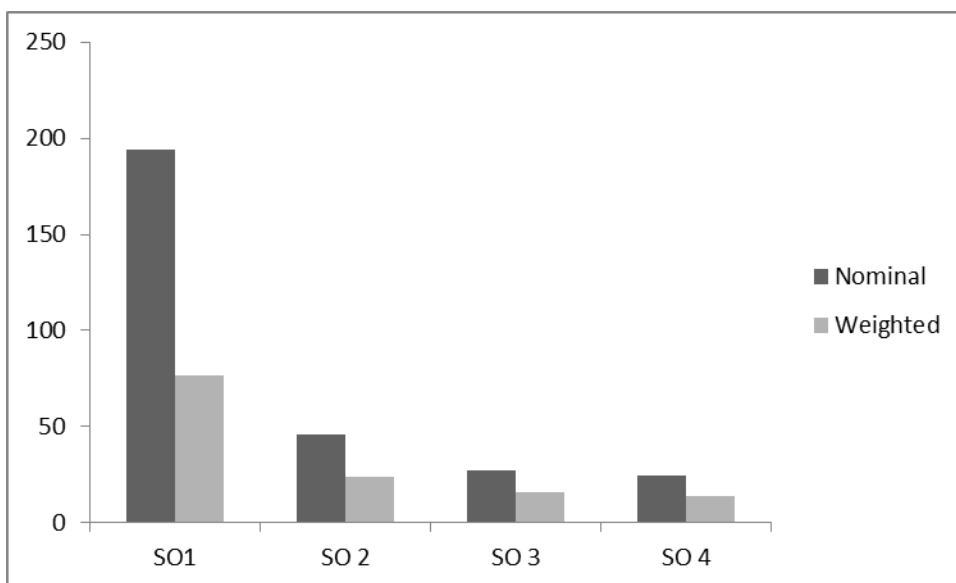
SO = strategic objective

Figure 21
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Asia, 2010–2011)



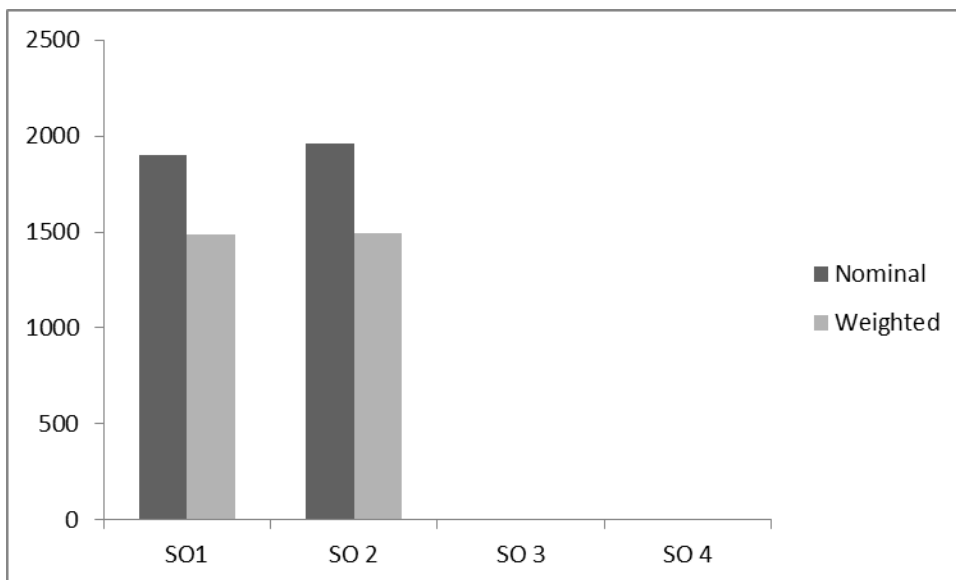
SO = strategic objective

Figure 22
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by strategic objective of The Strategy (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)



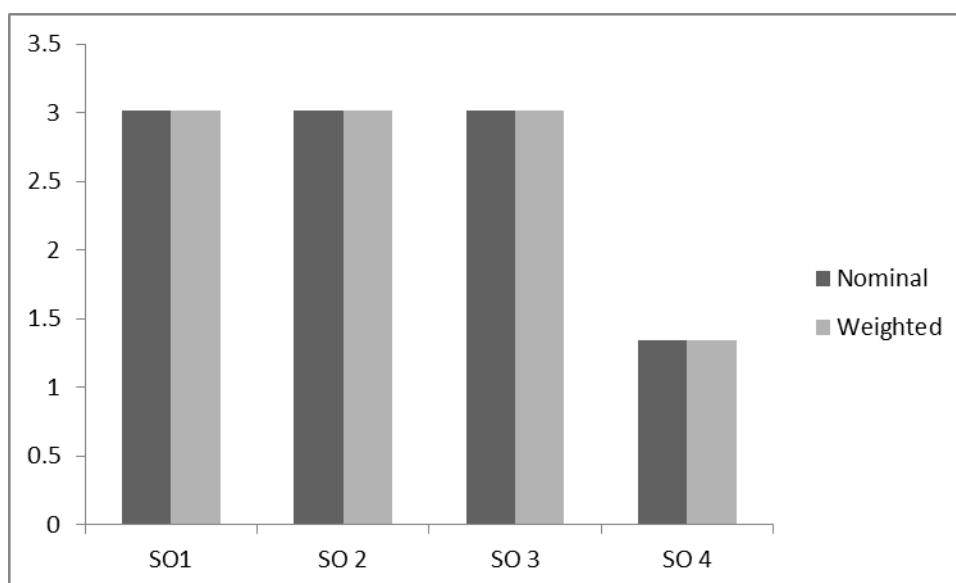
SO = strategic objective

Figure 23
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Northern Mediterranean, 2010–2011)



SO = strategic objective

Figure 24
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

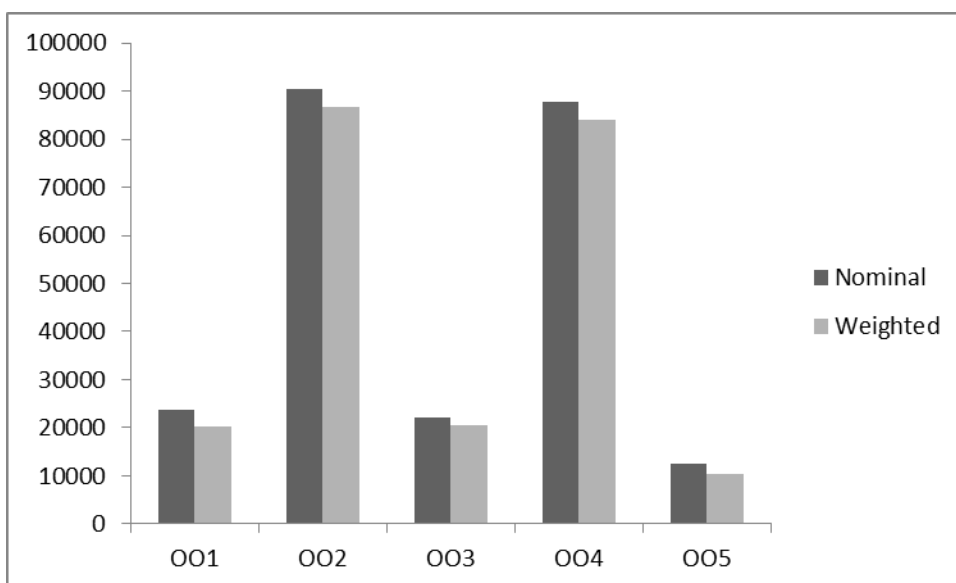


SO = strategic objective

Table 44
Trends in the nominal amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Global)

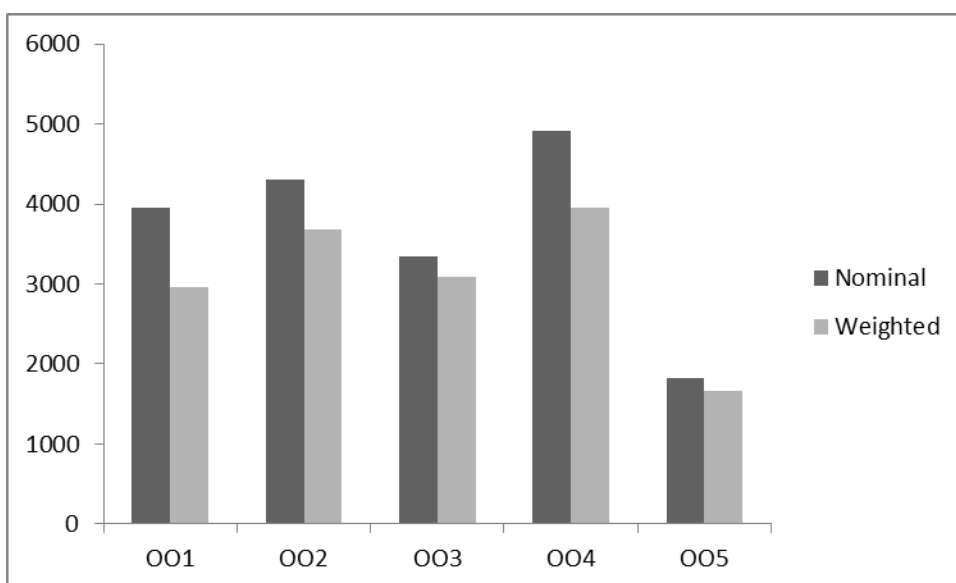
<i>Biennium</i>	<i>Operational objectives</i>				
	<i>OO 1</i>	<i>OO 2</i>	<i>OO 3</i>	<i>OO 4</i>	<i>OO 5</i>
2008–2009	3 700.0	9 300.0	3 200.00	2 200.0	2 300.0
2010–2011	23 594.0	90 427.0	21 990.0	87 640.0	12 510.0
Trend	538%	872%	587%	3 884%	444%

Figure 25
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Global, 2010–2011)



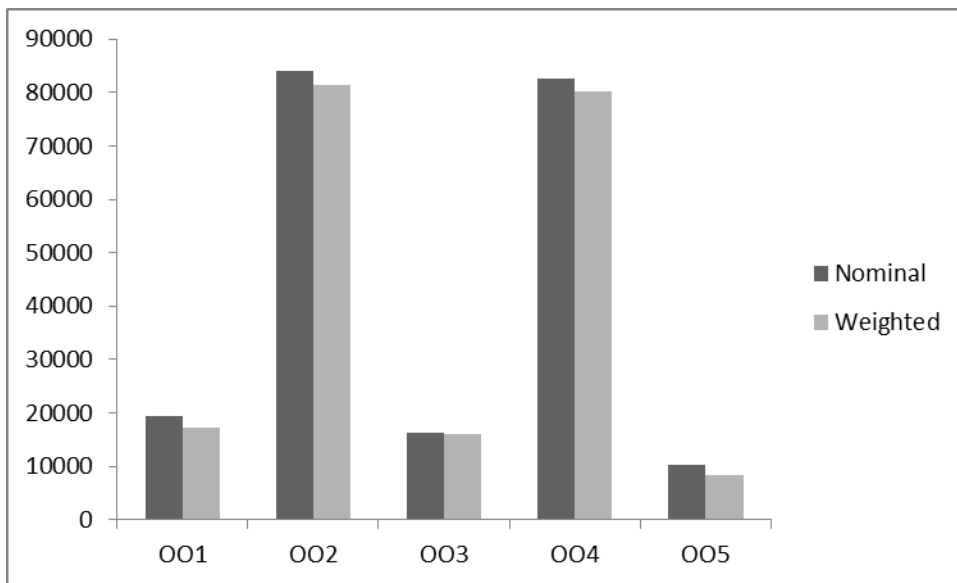
OO = operational objective

Figure 26
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Africa, 2010–2011)



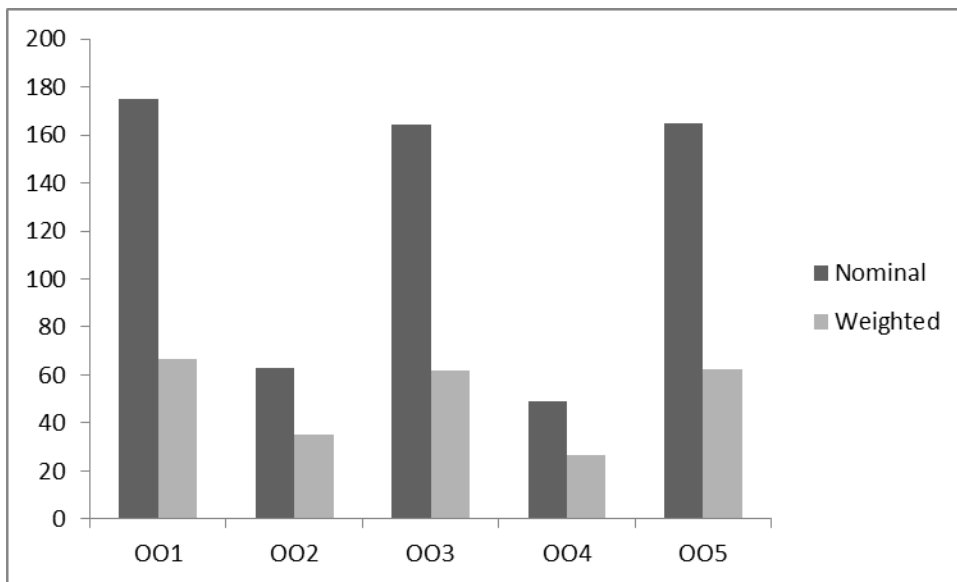
OO = operational objective

Figure 27
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Asia, 2010–2011)



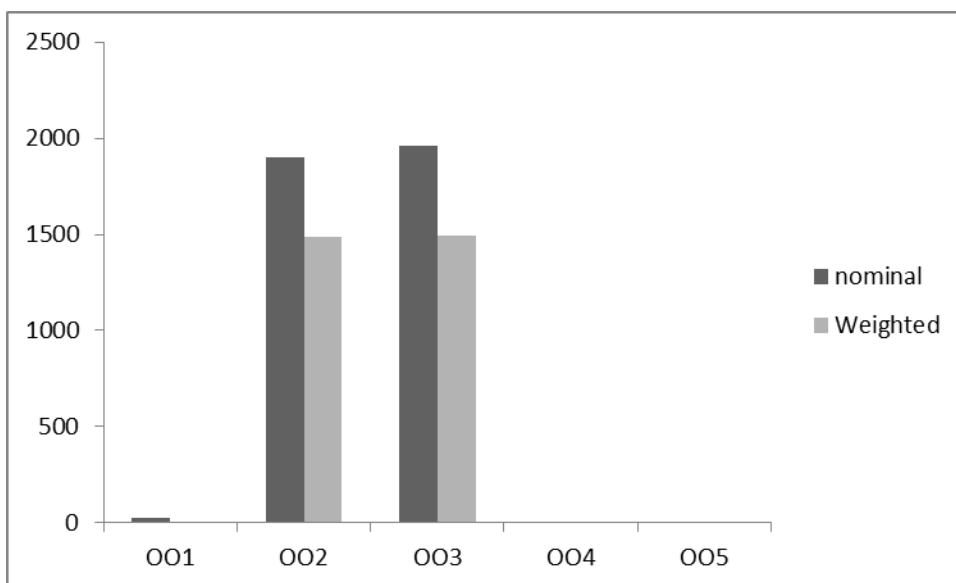
OO = operational objective

Figure 28
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)



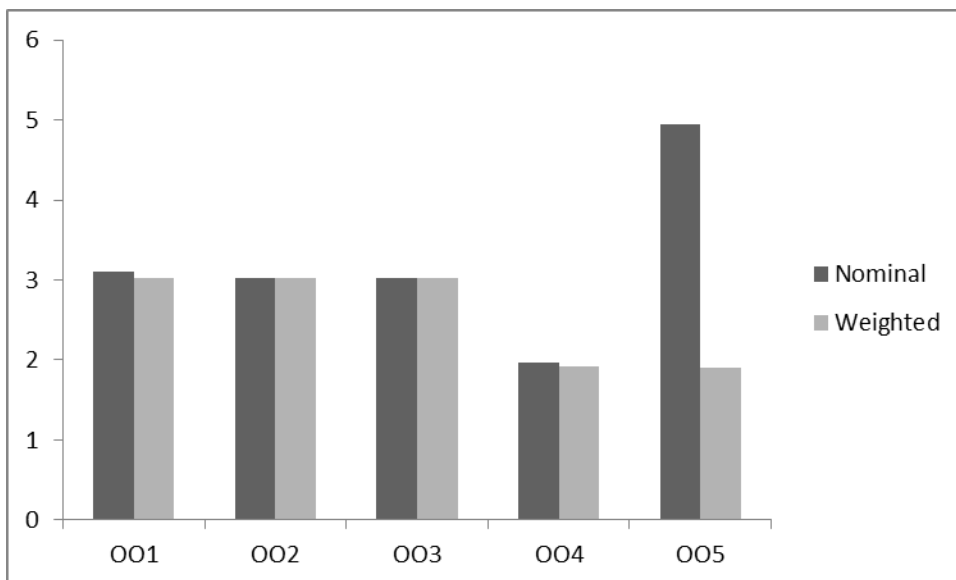
OO = operational objective

Figure 29
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Northern Mediterranean, 2010–2011)



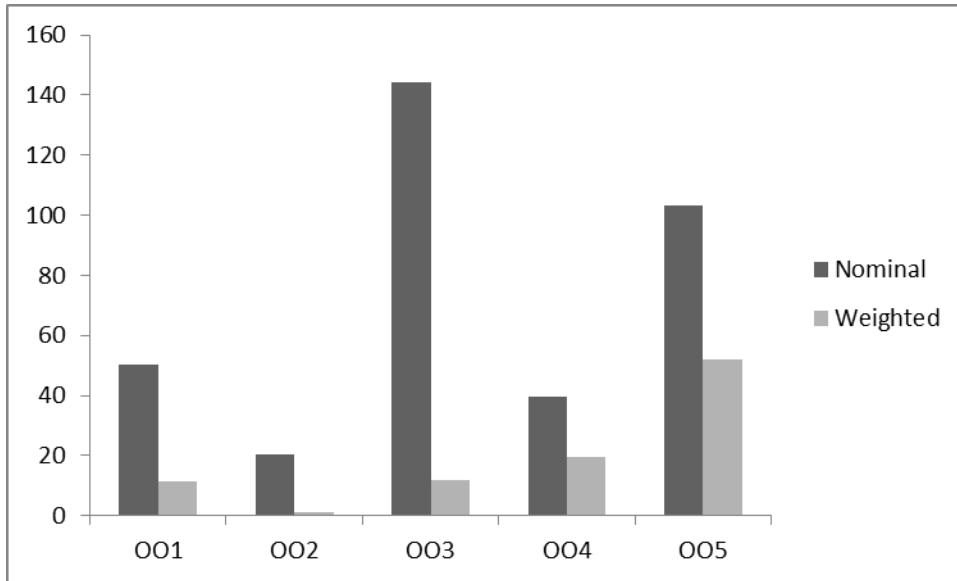
OO = operational objective

Figure 30
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (Central and Eastern Europe, 2010–2011)



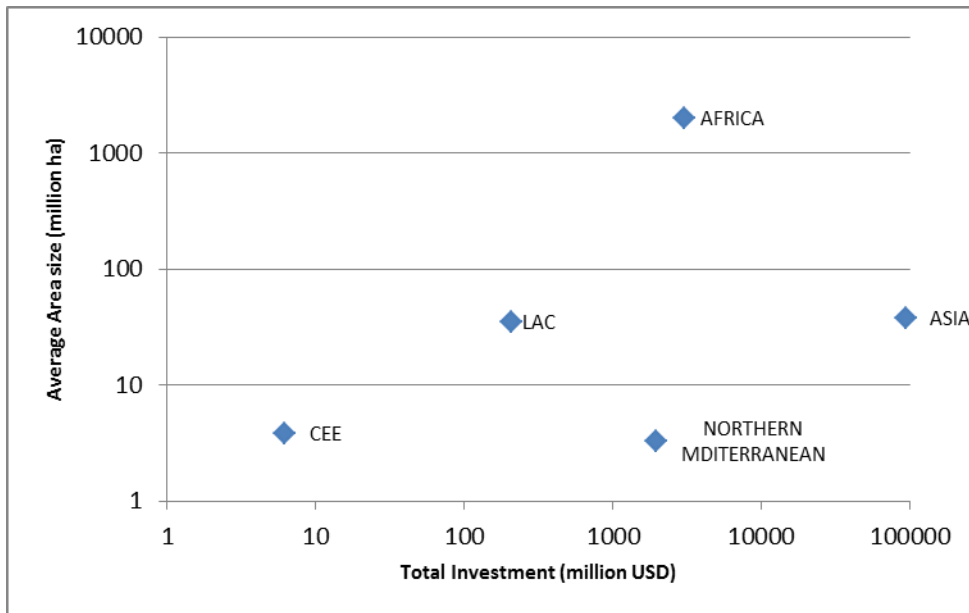
OO = operational objective

Figure 31
Nominal and weighted amount (USD million) of investments for Convention-related activities by operational objective of The Strategy (developed country Parties, 2010–2011)



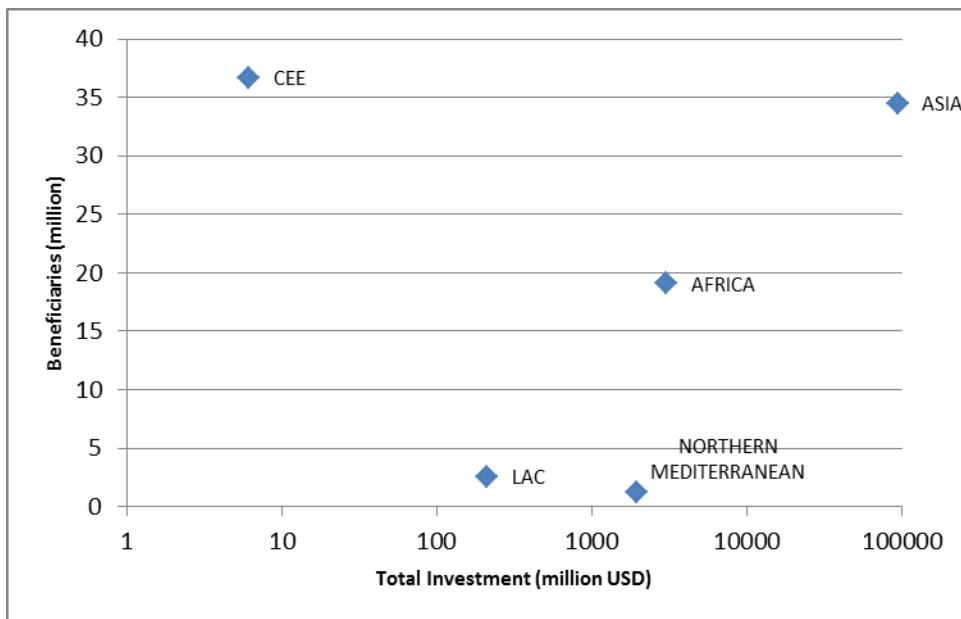
OO = operational objective

Figure 32
Distribution of investments (USD million) by target area (million ha) (Global, 2010–2011)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean

Figure 33
Distribution of investments (USD million) by number of beneficiaries (Global, 2010–2011)

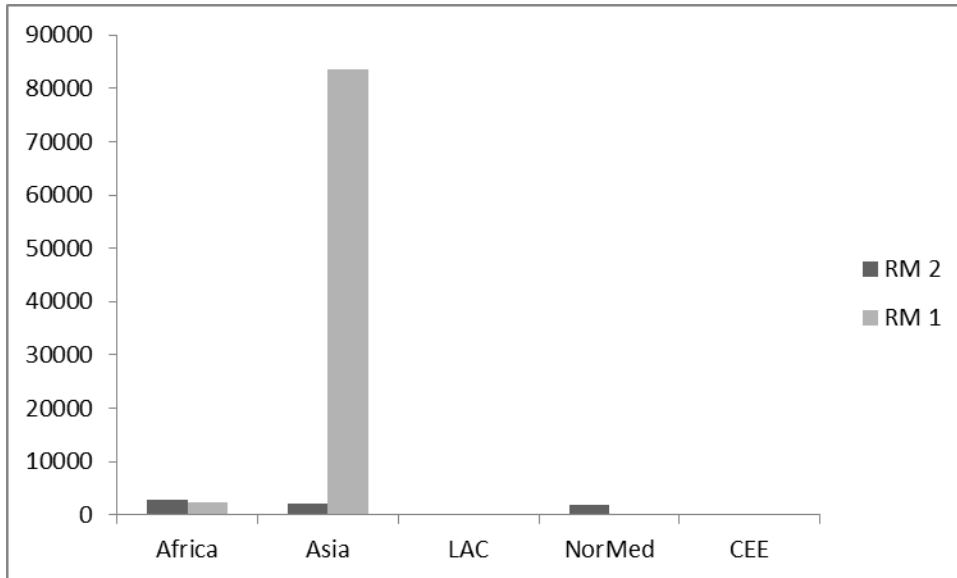


CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean

IV. Additional findings (see questions contained in the Programme and Project Sheet template)

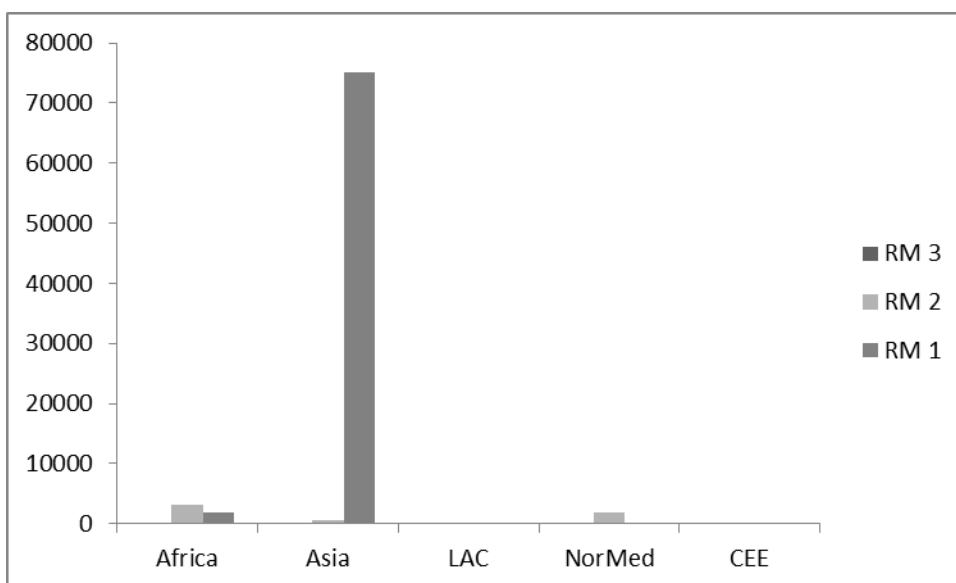
Figure 34

Regional distribution of investments (USD million) by Convention on Biological Diversity Rio marker (Global, 2010–2011)



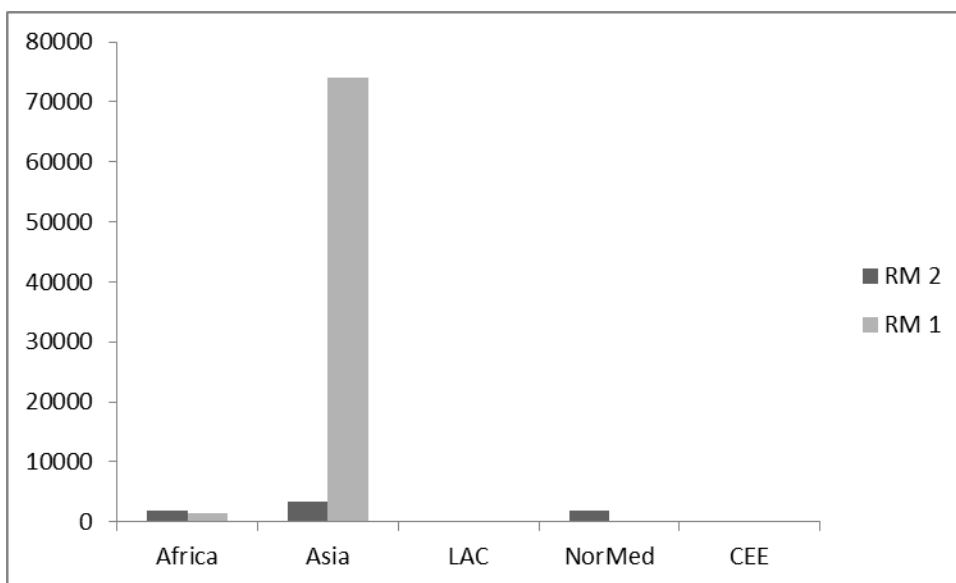
CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean

Figure 35
Regional distribution of investments (USD million) by United Nations Framework Convention on Climate Change adaptation Rio marker (Global, 2010–2011)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean, RM = Rio marker

Figure 36
Regional distribution of investments (USD million) by United Nations Framework Convention on Climate Change mitigation Rio marker (Global, 2010–2011)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean, RM = Rio marker